



Conseil consultatif
sur la condition de la femme au
Nouveau Brunswick

RAPPORT ANNUEL 2009-2010

ISBN: 978-1-55471-497-1

Message de la présidente

Le Conseil consultatif sur la condition de la femme au Nouveau-Brunswick a pour mandat d'aider le gouvernement et la société à faire preuve d'une plus grande équité et à créer une société meilleure pour les femmes. Nous diffusons des renseignements afin de sensibiliser, de convaincre et de rallier la population en vue de créer un mouvement pour l'atteinte de l'égalité entre les sexes. Conformément aux lignes directrices du plan d'action adopté par ses membres, le Conseil avise le gouvernement en ce qui touche les questions qui préoccupent les femmes et communique ces questions et ses recommandations au public.

En 2009-2010, le Conseil a donné ou réitéré des conseils sur des questions aussi variées que le taux de fécondité chez les adolescentes, l'impôt sur les biens locatifs, le besoin d'une analyse de diversité selon le sexe dans les services de santé, la nécessité de tenir compte du sexe dans l'élaboration d'un plan efficace de réduction de la pauvreté et la réduction des cas d'abandon d'enfants.

Il a aussi exprimé ses préoccupations relativement à l'augmentation du nombre de citoyens n'ayant pas la chance d'accéder au système de justice pour régler des questions de droit de la famille, la surreprésentation des adolescentes et des femmes autochtones dans les cas de délinquance, la non disponibilité des données sur la violence faite aux femmes et le faible taux de participation au processus d'équité salariale volontaire.

Le Conseil a toutefois eu de quoi se réjouir : le pourcentage du paiement des pensions alimentaires pour les enfants a augmenté de 87 % en 2008-2009, en partie grâce aux nouvelles mesures d'exécution introduites par le gouvernement provincial en 2008, et en particulier la menace de suspendre le permis

de conduire des délinquants. De plus, on remarque une augmentation importante du salaire moyen du personnel qualifié dans les garderies et du nombre de places dans les garderies agréées ainsi qu'une diminution de l'écart qui sépare le salaire des hommes de celui des femmes. Voilà de bonnes nouvelles!

Les membres du Conseil s'efforcent de visiter des femmes dans diverses localités. Cela se fait entre autres dans le cadre de nos réunions trimestrielles, qui ont lieu dans une région différente chaque fois, et de leurs dîners conférences et autres activités, auxquels des animateurs sont souvent invités à discuter de questions féminines.

Nous avons profité, l'an dernier, du lancement de notre Rapport d'étape biennal sur la situation des femmes du Nouveau-Brunswick pour faire une tournée de la province et faire connaître les résultats présentés dans cette publication. Les données dressent un portrait des domaines où de réels progrès ont été réalisés et de ceux où des changements considérables doivent être apportés. Ce rapport est une ressource importante qui porte ces questions à l'attention du public et du gouvernement.

Comme le dit le dicton de prédilection du Conseil : toute femme qui réussit a bénéficié des efforts des femmes du passé. Le Conseil respecte les efforts des femmes du passé et croit qu'il est important de prendre conscience que celles-ci ont travaillé ensemble pour obtenir ce que nous avons aujourd'hui. Il ne faut jamais tenir ces gains pour acquis.

La présidente,
Elsie Hambrook
Le 31 mars 2010

MEMBRES DU CONSEIL

Voici les membres du Conseil consultatif sur la condition de la femme en 2009-2010:

Elsie Hambrook, Quispamsis, présidente, nommée en septembre 2008

Odette Richard, Westmorland Kent, nommée juin 2004, (vice-présidente mars 2005)

Jayne L.J. O'Donnell, Fredericton, nommée en mars 2009

Rita Boucher, Péninsule acadienne, nommée en septembre 2008

Sharon McKinnon, Chaleur, nommée en septembre 2008

Beatrice Long, Madawaska/Victoria, nommée en novembre 2007

Elizabeth Matheson, Miramichi, nommée en novembre 2007

Dale Marie LeBlanc, Moncton, nommée en novembre 2007

Diana J. Alexander, Grand Saint Jean, nommée en novembre 2007

Karla Dawn Reynolds, Kings/Albert, nommée en avril 2006

Dorothy Hamilton, Restigouche, nommée en avril 2006

Jackie Matthews, Charlotte, renommée en novembre 2007

RÔLE DU CONSEIL

Le Conseil consultatif sur la condition de la femme a été créé par une loi provinciale pour conseiller la ministre sur les questions d'intérêt pour les femmes et pour porter ces questions à l'attention du gouvernement et du public. Le Conseil a pour mission de promouvoir l'égalité des femmes dans toutes les sphères de la société de la province. Le Conseil se réunit quatre fois par année pour étudier les dossiers et adopter des recommandations sur les mesures à prendre. À l'égard des questions d'intérêt pour les femmes, nous :

- conseillons les gouvernements;
- recommandons des lois, des politiques et des pratiques au gouvernement du N.-B.;
- favorisons le réseautage entre les groupes de femmes;
- assurons la collecte, l'étude et la diffusion de l'information;
- sensibilisons la population aux dossiers, aux programmes et aux services.

POUR NOUS JOINDRE

Conseil consultatif sur la condition de la femme

236, rue King, Fredericton, N.-B. E3B 1E2

Tél: 506-444-4101, 1-800-332-3087

Téléc: 506-444-4318

acswcccf@gnb.ca

www.acswcccf.nb.ca

RÉUNIONS DU CONSEIL

Les 18 et 19 juin 2009, Beresford

Les actions gouvernementales - Le Conseil a discuté de sa réaction à des rapports publiés récemment par le gouvernement et aux annonces faites par celui-ci, dont le budget provincial, la loi en matière d'équité salariale et les coupes effectuées dans les services des Tribunaux de la famille et à l'aide juridique.

Tribunal de la famille - Le Conseil consultatif avait publié un communiqué de presse et des lettres écrites concernant l'élimination des médiateurs et des travailleurs sociaux dans les Tribunaux de la famille ainsi que des coupures à l'aide juridique, faisant remarquer qu'à cause des changements apportés, les femmes ont moins accès à l'information et aux tribunaux. Les membres ont discuté des questions et des recommandations envoyées au ministre suite au lancement du Rapport du groupe de travail sur l'accès aux Tribunaux de la famille et à l'annonce d'un projet pilote.

Dépistage du cancer du col de l'utérus/VPH - Le Conseil consultatif avait recommandé que la participation au projet pilote du registre central pour la santé du col de l'utérus des femmes soit possible pour toutes les femmes de la province - une recommandation faite à la suite de la décision du gouvernement d'investir dans la vaccination contre le Virus du papillome humain. Le Réseau Cancer Nouveau-Brunswick a informé le Conseil qu'un registre provincial sera établi d'ici 2010, permettant de déterminer qui a subi le test Pap et s'assurer que lorsque le résultat est anormal, un suivi approprié est fait. Les membres décident de communiquer à la ministre son appui pour l'exécution immédiat de ce registre.

Bulletin 2010 de la situation des femmes au Nouveau-Brunswick - Les membres ont discuté des changements à apporter au prochain bulletin qui doit être publié en mars 2010. Les membres décident de changer le titre de la publication à Rapport d'étape / Status Report.

Politique concernant l'utilisation des dispositifs pour les affaires du gouvernement - À la suite d'une suggestion du Bureau du vérificateur général, le Conseil discute de l'adoption de règles concernant l'emploi de cellulaires et de Blackberry lorsque les employées ou les membres sont en congé. Le gouvernement provincial au gouvernement général, le Conseil examine et adopte une politique sur l'usage des appareils de téléphonie cellulaire ou de courriel alors que les employées ou membres sont en congé.

Causerie publique sur les femmes et la politique - Environ 25 femmes de la région se joignent aux membres du conseil consultatif et aux médias pour une présentation par Marcelle Mersereau et Anne-Marie Gammon. L'enregistrement audio de la conférence sera ajouté au site Internet du conseil consultatif.

Les femmes et la politique - Les membres ont discuté des mesures pour promouvoir les nominations et l'élection de l'automne dans les chroniques et les autres outils de communication du Conseil. Elles ont également discuté des lettres envoyées aux partis politiques, de causeries publiques sur le sujet et de la formation qui doit être organisée à l'automne 2009 avec le groupe À voix égale. Elles ont planifié d'autres mesures pour encourager la reconnaissance et la correction du déséquilibre existant entre les hommes et les femmes en politique et ont décidé de communiquer avec la ministre afin de demander des renseignements sur la position concernant les femmes en politique.

Les municipalités et les services de garde à l'enfance - Jody Dallaire, coordinatrice de la Coalition des services de garde à l'enfance du Nouveau-Brunswick a présenté des renseignements que les membres peuvent utiliser lors de réunions avec les représentants municipaux, en raison de préoccupations exprimées à propos des investissements de corporations dans les services de garde d'enfants.

Un projet d'élaboration de politiques familiales - Un membre du conseil de l'Association francophone des parents du Nouveau-Brunswick fait une présentation sur le processus que ce groupe a lancé pour la recommandation au gouvernement d'une politique familiale. Le Conseil participera au prochain dialogue qu'organise ce groupe.

Plan d'action sur la réduction de l'écart salarial - Les membres ont discuté et adopté les principes de la Loi sur l'équité salariale de la Coalition pour l'équité salariale et les recommandent comme lignes directrices pour l'élaboration d'une telle législation.

Le Prix Nancy - Les membres ont discuté du Prix Nancy et ont adopté une motion afin d'y contribuer 3 000 \$.

Les 17 et 18 septembre 2009, Grand-Sault

Contraception d'urgence - Les membres ont discuté des avis fournis à la ministre sur la nécessité de faciliter l'accès à la contraception d'urgence dans le cadre d'une initiative générale sur la planification des grossesses.

Rapports des membres - Les membres ont souligné quelques enjeux dans leurs régions, dont l'absence de services de garde d'enfants abordables et de qualité pour les mères au travail dans les régions rurales et le besoin d'une coalition des maisons de transition. Les membres demandent au personnel d'enquêteur sur une question reliée au calcul de l'évaluation des prêts étudiants et des mesures de remise de dette qui semblent décourager ou pénaliser les étudiants performants ou qui obtiennent des bourses.

Vaccination contre le Virus du papillome humain - Les membres ont discuté de la décision du gouvernement de suspendre la vaccination contre le VPH en 2009-2010 pour les filles de la 7e année, afin de défrayer le vaccin contre la grippe H1N1. Une vaccination de rattrapage aura lieu en 2010-2011 pour les filles de 7e et de 8e année.

RÉUNIONS DU CONSEIL (suite...)

Politique sur les dîners causeries - De 2005 à 2009, plus de 5 000 personnes ont participé aux activités publiques, qui comprenaient surtout les dîners causeries, organisées dans des dizaines de collectivités. Les membres ont discuté des objectifs des événements publics du Conseil, de la liste de sujets pour l'année 2009-2010 et a adopté une politique sur le sujet, qui dit :

- ° Les sujets et les lieux des activités sont choisis, de façon stratégique, afin de promouvoir les objectifs énoncés dans le plan de travail du Conseil consultatif ;
- ° Des activités sont organisées dans différentes régions de la province dans les deux langues officielles durant l'année;
- ° Divers sujets auront été abordés, le cas échéant, durant l'année;
- ° Le conseil consultatif adoptera un calendrier des activités de l'année mais la directrice générale saisira, si elle le juge bon, les occasions qui se présentent pour tenir d'autres activités visant à atteindre les objectifs énoncés dans le plan de travail.

Dîner causerie, les femmes et la politique - Des femmes de la région se sont jointes aux membres du conseil consultatif et aux représentants des médias pour un dîner causerie avec la sénatrice Sandra Lovelace Nicholas. L'enregistrement audio de la conférence sera accessible sur le site Web du conseil consultatif.

Les femmes et la politique - À la suite du dîner causerie, les membres ont discuté des mesures à prendre afin de corriger l'inégalité entre les hommes et les femmes en politiques électorales. Il fut noté que les lettres envoyées aux partis politiques les exhortant à prendre des mesures afin d'encourager les candidatures des femmes sont demeurées sans réponse.

Impôt sur les biens locatifs - Des regroupements communautaires et des groupes représentants les propriétaires de biens locatifs sollicitent l'appui d'organismes qui représentent les femmes en vue de faire abolir le taux différentiel de la taxe sur les biens locatifs - les propriétaires de biens locatifs paient un taux provincial fixe additionnel. Les membres du Conseil consultatif ont examiné et adopté une politique sur la question.

Les municipalités et l'égalité - Les membres ont révisé une version révisée du matériel préparé pour intervenir auprès des municipalités portant sur le actions que les municipalités peuvent prendre pour promouvoir l'égalité en donnant aux femmes et aux divers groupes une juste part en matière de consultations, de politiques, de dépenses et d'autres activités, ainsi que l'importance de développer des services de garde à l'enfance locaux de qualité sans but lucratif et d'accroître la représentation des femmes dans des postes élus. Le Conseil consultatif

mènera une campagne incitant les femmes à envisager de poser leur candidature aux prochaines élections municipales.

Équité salariale - Les membres ont discuté d'un projet de campagne de sensibilisation du public qui vise à expliquer clairement l'équité salariale et à inciter l'indignation face à une rémunération différente pour des postes de valeur égale.

État des services de garde à l'enfance au Canada - Les membres discutent des conclusions d'un récent rapport par la Childcare Resource and Research Unit sur l'éducation à la petite enfance et les services de garde à l'enfance, notamment la croissance lente du nombre de places par rapport à la demande. Le Nouveau-Brunswick ne fait pas bonne figure dans plusieurs aspects, dont les dépenses publiques par place réglementée de services de garde à l'enfance et par enfant, la présence d'exigences de formation du personnel et la présence de services à but lucratif. Le Nouveau-Brunswick s'est amélioré, dans certains secteurs, notamment le salaire moyen des employés des services de garde.

Réductions budgétaires - Les membres discutent de la réduction de 3 % prévue dans les ministères et organismes du gouvernement. Étant donné la nature déjà économe des efforts du Conseil et qu'une autre réduction compromettrait son aptitude à exercer son mandat, particulièrement ses efforts visant à faire mieux connaître les préoccupations des femmes, et de s'assurer que les efforts du gouvernement contribuent à une plus grande égalité dans les moments économiques difficiles. Les membres adoptent une motion demandant que le Conseil soit exempté de ces réductions, comme cela a été fait par le passé.

Conférence téléphonique - Le 2 novembre 2009

L'Abandon sécuritaire - Les membres ont discuté la loi proposée par un député de l'Opposition, Loi modifiant la Loi sur les services à la famille, et la soumission du Conseil consultatif sur le sujet. Les membres ont exprimé des préoccupations face aux critères restrictifs de la loi et au sujet des besoins des mères anonymes. Les membres ont dit préférer un examen plus complet de la question avant l'adoption d'une loi.

Les 17 et 18 novembre 2009, Fredericton

Tribunal de la famille - Les membres ont discuté de priorités et reconnaissent le besoin d'accorder la priorité aux mesures visant une réforme du système judiciaire, afin de favoriser un accès plus rapide à la justice pour les cas de droit de la famille, étant donné les coupures aux services subies dans la dernière année.

Femmes et politique - Les membres demandent qu'une publication sur les femmes en politique provinciale soit préparée.

RÉUNIONS DU CONSEIL (suite...)

Équité salariale - Les membres accordent leur approbation à la production d'une campagne en appui de l'équité salariale.

Activités de sensibilisation du public - Les membres discutent des événements publics à venir.

Conférence téléphonique - Le 25 janvier 2010

Rapport d'étape 2010 sur la situation des femmes au Nouveau-Brunswick - Les membres ont discuté des points saillants du Rapport d'étape 2010 qui est en production pour lancement, et ont décidé des préoccupations que soulèvent ces données qui seront soumises au gouvernement provincial.

Les 25 et 26 février 2010, Moncton

Les membres reçoivent un compte rendu de la rencontre de la présidente et de certaines membres du Conseil avec la ministre responsable de la condition féminine sur les questions prioritaires discutées à réunion trimestrielle précédente du conseil, dont l'accès à la justice, les exposés sur l'équité salariale aux municipalités et un projet de brochure sur les femmes politiques.

Rencontres de sensibilisation publique - Les membres approuvent une liste d'événements publics à organiser dans diverses régions de la province.

Loi sur les divulgations faites dans l'intérêt public - Les membres reçoivent une session d'information sur la Loi provinciale sur les divulgations faites dans l'intérêt public, et décident de discuter du document lors d'une future conférence téléphonique.

Prêts aux étudiants - Les membres discutent des résultats de la recherche sur les préoccupations soulevées à la réunion précédente concernant les prêts aux étudiants, les bourses et les revenus. Les membres ont été satisfaites d'apprendre qu'à moins que le besoin évalué de l'étudiant-e soit tellement faible que le montant de la bourse qui dépasse la limite de 1 800 \$ suppriment le « besoin » et rende l'étudiant-e inadmissible aux prêts en général, le montant de la bourse n'influence pas les

subventions fondées sur le revenu de la famille.

Rapport d'étape 2010 sur la situation des femmes au Nouveau-Brunswick - Les membres discutent du survol des conclusions du Rapport d'étape, et demandent une recherche complémentaire sur la situation du collège communautaire dans d'autres régions du Canada.

Plan de travail de 2010-2011 - Les membres discutent du plan de travail pour la période s'étant terminé en décembre 2009 et demandent au personnel de le réviser afin d'y intégrer leurs suggestions. Une conférence téléphonique aura lieu pour discuter du plan révisé.

Direction des questions féminines - La sous-ministre adjointe, Norma Dubé, se joint aux membres pour discuter de questions communes, y compris le plan d'action sur l'écart salarial et l'accès à la justice.

Campagne pour l'équité salariale - Les membres discutent des affiches proposées pour la campagne d'équité salariale et suggèrent des changements aux textes et images.

Causes de l'abandon du nouveau-né - Les membres reçoivent de l'information au sujet des conclusions de la recherche sur les causes de l'abandon du nouveau-né et sur les solutions possibles. Le Conseil consultatif coprésidé un comité examinant le problème, établi suivant le rapport du Comité de l'examen des décès d'enfants sur la mort d'un nouveau-né et les recommandations formulées par le Défenseur des enfants et de la jeunesse de la province.

Front commun pour la justice sociale - Des représentantes du groupe sans but lucratif anti-pauvreté présente une analyse du plan de réduction de la pauvreté du gouvernement et discutent avec les membres des inquiétudes au sujet de la nature non inclusive du processus de consultation et de l'impact limité des modifications proposées.

Accès à la justice - Les membres décident que le conseil devrait participer à un dialogue sur l'accès à la justice avec des représentants du ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick au sujet de l'abolition de services dans les tribunaux de la famille et de l'impact sur les femmes, selon les contacts avec les femmes.

DOSSIERS

ANALYSE INCLUSIVE SELON LE GENRE

Le Conseil consultatif a exhorté le gouvernement à intégrer une analyse inclusive selon le genre dans les études, l'élaboration de politique et la livraison de service. Le Conseil a également recommandé une telle analyse dans le cas spécifique des politiques et programmes sur la santé et le bien-être et dans les rapports publiés par le Ministère de la Santé.

Le Conseil a souligné que le besoin d'une telle analyse est mis en évidence par la non disponibilité de données selon le sexe et selon d'autres variables de la diversité, qui sont des pré requis pour toute analyse inclusive selon le genre. Lors de la production du Rapport d'étape 2010 sur les femmes au Nouveau-Brunswick, le Conseil n'a pu obtenir de données selon le sexe sur les sujets suivants :

- La dette étudiante
- Les incidents de violence faite aux femmes rapportés à la police, les accusations recommandées par la police, le nombre d'accusations portées, le nombre d'accusés, de contrevenants condamnés et les peines
- Les avortements pratiqués hors province sur des femmes résidant au Nouveau-Brunswick
- Les usagers des services de soutien à domicile
- Les écarts de revenu entre divers groupes de femmes, d'hommes et de familles vivant avec un revenu sous le seuil de la pauvreté
- Le nombre de parents qui ne sont pas admissibles à des prestations de congé de maternité ou congé parental
- Les parcours des femmes qui travaillent dans des domaines non traditionnels
- Le profil d'activité détaillé des femmes en affaires
- Le niveau de demande non satisfaite et de demandes refusées pour l'aide juridique en matière de droit familial
- Les inscriptions aux universités selon les domaines d'études des femmes et hommes des Premières nations.

Le Conseil consultatif a félicité le Défenseur des enfants et de la jeunesse pour le deuxième Rapport d'analyse statistique sur l'état de l'enfance et de la jeunesse et l'ajout de données selon le sexe suite aux recommandations soumises par le Conseil. Le Conseil a recommandé l'ajout de d'autres données afin de compléter le portrait offert par le Rapport :

- Les taux général d'abandon scolaire, selon le sexe
- Les dépenses par élève de la maternelle à la 12^e année, selon le sexe

- Le nombre d'enfants placés en vue d'adoption, y compris les adoptions privées et internationales, selon le sexe
- Le nombre de cas de services de protection des enfants, le nombre mensuel de dossiers actifs, le nombre d'enfants ayant moins de 16 ans bénéficiaires de services de protection, l'âge moyen de ces enfants, selon le sexe
- Le coût des services de protection des enfants, montant investi dans les services aux jeunes, selon le sexe
- Le nombre mensuel moyen d'enfants pris en charge, nombre d'enfants dont la tutelle a été transférée à titre permanent, nombre moyen de jeunes bénéficiant de services après la fin de la tutelle, selon le sexe
- Le nombre de crimes violents rapportés dont les victimes sont des enfants, y compris l'agression sexuelle et les autres délits de nature sexuelle, inceste, et autre selon le sexe, et les issus (nombre d'accusations, nombre de contrevenants condamnés)
- Le nombre d'enfants bénéficiant du Programme d'assistance au service de garderie, selon le sexe
- Le nombre d'enfants d'âge préscolaire ayant un diagnostic d'autisme, bénéficiant de services intensifs d'intervention, selon le sexe
- Le nombre d'enfants sous tutelle à qui on administre des médicaments psychotropes, selon le sexe
- Le nombre d'éducatrices-teurs dans les services agréés de garde à l'enfance, selon le sexe
- Le nombre d'enfants résidant dans un logement subventionné, selon le sexe
- Le niveau de financement, le coût par lit par jour pour le Centre pour jeunes du Nouveau-Brunswick, selon le sexe
- Le nombre de jeunes condamnés ou incarcérés selon le sexe et l'identité autochtone
- Le taux d'avortement chez les filles de 19 ans et moins
- L'incidence d'activité dans le jeu compulsif et d'activité sexuelle, selon le sexe
- Le niveau d'emploi et de participation au marché du travail, de chômage des jeunes autochtones et non autochtones, selon le sexe
- Le nombre d'accidents au travail, de décès suite à un accident au travail, de demandes d'indemnités pour blessures parmi les jeunes de 15 à 24 ans, selon le sexe
- Le nombre d'inscriptions aux collèges et universités selon le programme et le sexe, pour les étudiants autochtones et non autochtones

DOSSIERS (suite...)

- Le niveau de dette étudiante selon le sexe : le montant annuel de prêt moyen ; le montant total de dette au moment de la dernière année d'étude pour la population étudiante des institutions post secondaires et des universités ; le nombre de demandes de prêt étudiant reçues et approuvées ; le nombre d'étudiants ayant moins de 25 ans bénéficiant d'aide, selon l'institution ; le nombre de demandes au programme de bourses d'entretien du Nouveau-Brunswick, le montant total dépensé et les prêts étudiants, selon le sexe.

RAPPORT D'ÉTAPE 2010 SUR LA SITUATION DES FEMMES AU NOUVEAU-BRUNSWICK

Points saillants du Rapport d'étape 2010 sur la situation des femmes :

- La baisse du taux de natalité depuis 30 ans est plus dramatique au Nouveau-Brunswick que la moyenne canadienne. 39% des naissances sont attribuées à des mères de 30 ans et plus, comparativement à la moyenne canadienne de 49%.
- Le taux de naissances chez les adolescentes, qui chute depuis les années 70, a augmenté pour la deuxième année : en 2006, le taux est passé à 18,5 naissances pour 1 000 filles, comparativement à 16,2 en 2005; on note une autre augmentation en 2007, à 19,8. Les adolescentes du Nouveau-Brunswick ont un taux de naissance plus élevé que la moyenne nationale. Les taux de grossesse et de naissances chez les adolescentes fluctuent de façon importante entre les comtés.
- En 2006, 14% des femmes et 12% des hommes détenaient un diplôme universitaire, pour les femmes, une proportion double par rapport le taux en 1986.
- Les femmes ne forment que 37% de la population qui fréquente le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick à temps plein en 2008-2009. Or, au Canada, depuis plus de 20 ans, les femmes sont majoritaires parmi les étudiants à temps plein des collèges. Seulement 2% des personnes inscrites à des programmes d'apprentissage au Nouveau-Brunswick sont des femmes (Canada, 11%), le même niveau qu'il y a 10 ans.
- Le pourcentage de la population éprouvant des difficultés de compréhension de matériel écrit de base : 60% des femmes francophones ; 72% des hommes francophones ; 49% des femmes anglophones ; 50% des hommes anglophones.
- On remarque une amélioration des taux d'abandon scolaire, mais il reste qu'en 2007-2008, 3% des garçons et 2% des filles de la 7^e à la 12^e année ont abandonné leurs études. Le taux d'abandon scolaire des jeunes autochtones qui vivent sur une réserve et étudient à une école publique hors réserve est plus élevé depuis dix ans et plus de deux fois la moyenne provinciale. Le taux d'abandon des filles autochtones dépasse celui des garçons.
- On note des variations régionales importantes et inexpliquées dans l'utilisation de l'hystérectomie et de la césarienne. Le taux d'intervention césarienne au Nouveau-Brunswick est d'environ 28% des naissances depuis quelques années, un niveau souvent plus élevé que la moyenne nationale, et très supérieur à la limite proposée par l'Organisation mondiale de la santé. Les taux d'hystérectomie ont chuté de façon importante dans la dernière décennie, mais les femmes au Nouveau-Brunswick demeurent plus susceptibles de subir une hystérectomie que les autres Canadiennes.
- Les niveaux d'activité physique des femmes sont inférieurs à ceux des hommes dans tous les groupes d'âge au Nouveau-Brunswick. Le pourcentage des hommes et des femmes qui ont une surcharge pondérale ou qui sont obèses est inquiétant et supérieur à la moyenne nationale, bien que les taux chez les filles et les femmes sont meilleurs.
- Les trois-quarts des femmes ayant donné naissance entre 2003 et 2008 déclarent avoir initié l'allaitement, comparativement à la moyenne canadienne de 88%. En 2008, moins d'une mère sur quatre au Nouveau-Brunswick avait allaité exclusivement pour au moins 6 mois, tel que recommandé par l'Organisation mondiale de la santé.
- En 2008-2009, la clinique Morgentaler de Fredericton était responsable de 51% des avortements, et les hôpitaux de la province, de 49%.
- L'écart entre le revenu moyen de toutes sources des femmes et des hommes s'est peu amélioré depuis 2000. Chez les aînés, les femmes avaient 75% du revenu des hommes en 2007.
- En 2007, 9% de toutes les personnes de sexe féminin de tous âges et 8% des personnes de sexe masculin vivaient avec un revenu inférieur au seuil de faible revenu (après impôt), des niveaux qui ont peu changé depuis quelques années. On note des taux élevés de pauvreté parmi les mères seules et les femmes et les hommes qui vivent seules.
- Presque un enfant sur 10 fait partie d'une famille à faible revenu en 2007. Le taux de pauvreté des enfants autochtones vivant hors réserve est plus du double de ce taux provincial.
- Près de 87% des montants dus pour le soutien d'enfants a été versé au ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick en 2008-2009, un taux de recouvrement plus élevé que les années précédentes.

DOSSIERS (suite...)

- Les trois-quarts des femmes ayant des enfants de moins de 16 ans avaient un emploi en 2008, une proportion légèrement supérieure à la moyenne nationale.
- Les garderies agréées peuvent accueillir 19% des enfants âgés de 12 ans ou moins au Nouveau-Brunswick en 2009, comparativement à 7% en 1996. Le salaire moyen du personnel ayant une formation dans les centres de services de garde a augmenté : de 75 \$ l'heure en 2001, il a atteint 14,72\$ l'heure en 2009.
- Neuf personnes sur 10 qui prennent un congé parental sont des femmes.
- Près de la moitié des femmes mais seulement 28% des hommes ont consacré 15 heures ou plus par semaine aux travaux ménagers en 2006.
- La plupart des femmes occupant un emploi travaillent à plein temps (78%) mais bien plus de femmes que d'hommes ont un emploi à temps partiel (22% contre 9,5%). Près de 9% des femmes sur le marché du travail sont à leur propre compte, comparativement à 14% des hommes et 12% des femmes au niveau canadien. Le revenu moyen des travailleuses indépendantes au Nouveau-Brunswick est de 9 600 \$, 59% de la moyenne des hommes (16 100\$).
- En 2009, les femmes au Nouveau-Brunswick gagnaient en moyenne 86,8% de ce que gagnaient les hommes, un écart de 13,2%, lorsque sont comparés les salaires horaires moyens de toutes les personnes. Ceci est une amélioration par rapport à 2008, mais inférieur aux niveaux atteints en 2007 et 2006. En 2009, les femmes ayant obtenu un diplôme du Collège communautaire l'année précédente et qui travaillaient à plein temps, gagnaient en moyenne 14,5% de moins que leurs homologues masculins. En 2005, les femmes récemment titulaires d'un baccalauréat et travaillant à temps plein touchaient 14% de moins que leurs collègues masculins.
- Les femmes autochtones sont moins susceptibles que les femmes non autochtones d'être sur le marché de travail et de travailler pendant une partie de l'année ou à temps partiel. Elles courent un plus grand risque de chômage et ont un revenu moyen d'emploi bien inférieur aux autres femmes et hommes.
- On note peu d'amélioration dans la représentation des femmes dans les métiers, le transport et la machinerie.
- Entre 1987 et 2009, le nombre de femmes détenant plus d'un emploi a triplé.
- Les femmes forment la majorité des personnes qui travaillent au salaire minimum et la plupart d'elles sont des adultes et non des adolescentes.
- Le revenu moyen d'emploi des femmes ayant des incapacités en 2005 était de 20 500\$, comparativement à 24 000\$ pour celles sans incapacités, 28 700 \$ pour les hommes avec incapacités et 35 800\$ pour les hommes sans incapacités.
- À l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, seulement 13% des députés sont des femmes, le plus faible taux parmi les provinces et inférieur au niveau record de 18% atteint en 1999. Seulement 17% des maires sont des femmes, 28% des conseillers. Dans les 15 Premières nations de la province, 26% des conseillers et 20% des Chefs élus aux conseils de bande sont des femmes.
- Les femmes comptent pour 31% de tous les membres nommés aux organismes, conseils et commissions du gouvernement provincial en 2010. Un déséquilibre grave est surtout évident dans les domaines du développement économique, des ressources naturelles et de l'emploi.
- Les femmes sont 11% des personnes incarcérées dans les prisons provinciales. Les autochtones, surtout les femmes, sont surreprésentées parmi les contrevenants sous supervision.
- Le pistage de données sur les incidents rapportés de violence faite aux femmes et les suites données aux accusations demeure inadéquat.
- En 2009, plus d'une femme sur cinq et un homme sur trois étaient d'avis que la femme violentée provoque la violence de leur partenaire en faisant des remarques et en le critiquant. Il s'agit d'une hausse par rapport aux résultats en 2002 quand le même sondage a été effectué.
- Le taux d'agressions sexuelles signalées à la police au Nouveau-Brunswick demeure plus élevé que la moyenne nationale. Plus d'un adulte sur quatre (27%) condamnés pour agression sexuelle en 2006/07 a écopé d'une peine conditionnelle, comparativement à seulement 11% des adultes condamnés pour d'autres infractions contre la personne.
- Le nombre de cas signalés de personnes âgées souffrant de mauvais traitements, de négligence ou d'auto négligence a augmenté de façon importante depuis 1998 : 319 femmes et 244 hommes ont été identifiés en 2008-2009 (126 et 95 en 1998).

PAUVRETÉ

Le Conseil consultatif a recommandé au gouvernement provincial qu'une analyse inclusive selon le genre soit intégrée dans les efforts en matière de réduction de la pauvreté, et ce, à toutes les étapes du processus d'élaboration, d'implantation et d'évaluation de la politique, puisque les femmes et les enfants risquent davantage de souffrir de la pauvreté, vivent la pauvreté différemment

DOSSIERS (suite...)

et doivent affronter, alors qu'elles luttent pour se sortir de la pauvreté, des contraintes différentes de celles des hommes. Les femmes autochtones, monoparentales, handicapées, nouvelles arrivantes, toxicomanes et celles qui ont des démêlés avec la justice comptent parmi les personnes les plus affligées par la pauvreté. Le plan devrait viser les domaines d'action prioritaire suivants :

- ° Salaire minimum : Augmentation du salaire minimum de façon à ce que le revenu annuel d'un travailleur à plein temps soit au moins égal au seuil de la pauvreté et introduction d'une formule reliant les futures hausses à une norme objective et évolutive, prévoyant une indexation au coût de la vie.
- ° Écart salarial hommes-femmes : Mise en œuvre d'autres actions pour réduire l'écart salarial hommes-femmes, comme le financement d'initiatives s'adressant aux femmes en matière de formation et d'intégration au marché du travail dans des métiers non traditionnels, ainsi que l'introduction de lois proactives d'équité salariale pour les secteurs public et privé.
- ° Assurance-emploi : Réforme des règles d'admissibilité et des niveaux de prestations du programme d'assurance-emploi afin qu'ils soient mieux adaptées à la réalité professionnelle et familiale des femmes.
- ° Services de garde à l'enfance : Investissement dans la création d'un système de garderies de qualité, abordable, financé par le gouvernement et sans but lucratif auquel tous les enfants auront accès. La plupart des enfants sont dans un quelconque service de garde, la plupart étant des milieux de garde ne répondant pas aux normes minimales.
- ° Logement abordable : Améliorer l'accès à des logements de qualité à des prix abordables.
- ° Santé : Mise en œuvre d'une stratégie compréhensive sur la santé de la reproduction avec des mesures visant à réduire le taux de grossesses non voulues, surtout chez les adolescentes, et améliorer l'accès des femmes aux services de santé mentale et de traitement des dépendances.
- ° Aide sociale : Instauration d'une norme objective exigeant la majoration des taux d'assistance sociale. Réforme des politiques d'aide sociale assorties de répercussions punitives ou contreproductives. Accès à la justice: Accroissement de l'offre de services d'aide au droit familial et d'aide juridique civile en matière de droit de la famille et élargir la couverture aux problèmes liés aux droits des démunis.

- ° Politique fiscale : Élimination des politiques fiscales ayant pour effet de creuser l'écart de revenu existant entre les femmes et les hommes, et notamment, entre des groupes particuliers de femmes et d'hommes.

Le Conseil a réitéré sa demande de faire partie du processus de consultation du gouvernement pour élaborer un plan de réduction de la pauvreté.

Le Conseil a réitéré, à la ministre responsable de la condition féminine, sa préoccupation à l'égard du niveau élevé de pauvreté des mères seules au Nouveau-Brunswick. Une mère seule sur trois (30%) vivait avec un revenu qui était sous le seuil de faible revenu après impôt en 2007. Les enfants de famille avec deux parents sont beaucoup moins susceptibles de vivre dans la pauvreté - le taux de pauvreté de ce type de famille était de 3%. Le Conseil est d'avis que la solution au problème persistant de la pauvreté des mères seules passe par des efforts systématiques et soutenus.

MÉNAGE ÉCONOMIQUE

Le Conseil consultatif a communiqué au nouveau ministre de Développement social ses inquiétudes face à la politique sur le ménage économique en usage pour déterminer l'admissibilité des personnes à l'assistance sociale. La politique actuelle invente des relations d'interdépendance et d'obligation légale qui n'existent pas dans la réalité et ne reconnaît pas que les couples mariés ou vivant en union libre ont certains avantages qui ne sont pas accessibles aux personnes qui se retrouvent membre d'un ménage économique ; par exemple, des régimes privés d'assurance santé, le Régime de pension du Canada, la Loi de l'impôt sur le revenu et la plupart des plans de pensions privés offrent des prestations de conjoint.

LES FEMMES AUTOCHTONES

Le Conseil a communiqué à la ministre responsable de la condition féminine son avis sur le besoin d'action pour corriger la sur représentation des autochtones, surtout les femmes, parmi les contrevenants, adultes et jeunes, sous supervision. Les femmes d'identité autochtone ne sont que 2% de la population féminine adulte au Nouveau-Brunswick, mais 14% des femmes purgeant une peine dans le système provincial étaient autochtones en 2007-2008, une hausse comparativement à 12% en 2003-2004. Parmi les jeunes contrevenants, en 2007/08, 9% des jeunes contrevenants et 8% des jeunes contrevenants étaient autochtones, soit le double de leur proportion dans ce groupe d'âge au Nouveau-Brunswick. Le Conseil est d'avis qu'une enquête plus approfondie est nécessaire dans la représentation des sexes et des groupes socio-économiques et endosse le Rapport sur le bien-être à l'enfance des Premières nations du Nouveau-Brunswick dans sa recommandation que les agences et ministères

DOSSIERS (suite...)

collaborent pour promouvoir les mesures de rechange et les méthodes de justice réparatrice, en collaboration avec les Premières nations, améliorer la relation entre les communautés et les services de police et pour mettre sur pied des structures communautaires de soutien aux unités familiales.

Le Conseil consultatif a exprimé à la ministre responsable sur la condition de la femme sa préoccupation face aux taux d'abandon scolaire des jeunes des Premières nations, surtout des filles. En 2007-2008, 9,6% des filles autochtones et 7,7% des garçons qui vivent sur une réserve des Premières nations et étudient à une école publique hors réserve ont abandonné leurs études avant la 12^e année, comparativement à 1,9% des filles et 2,9% des garçons dans la population générale. Le Conseil a incité le Ministère de l'Éducation à élaborer un plan d'action pour la valorisation de la réussite scolaire chez les jeunes des Premières Nations, y compris des mesures ciblant les facteurs sexospécifiques qui influencent l'abandon par les filles et garçons autochtones.

SERVICES LIÉS AU DROIT DE LA FAMILLE

Le Conseil consultatif sur la condition de la femme au Nouveau-Brunswick a exprimé ses préoccupations à la ministre responsable de la Condition de la femme au sujet de ce qui suit :

- ° La réduction des services offerts par la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick à la suite des réductions dans le budget provincial exécutées au printemps 2009. Le Conseil s'est dit préoccupé par l'élimination des procédures relatives à la Loi sur le divorce, y compris le partage des biens matrimoniaux et la modification de la pension alimentaire pour le conjoint, car cela est discriminatoire et établit une distinction entre les familles. En effet, les enfants de parents divorcés ne recevront pas le même traitement que les enfants dont les parents n'ont jamais été mariés ou n'ont jamais divorcé;
- ° Le suivi du Rapport du Groupe de travail sur l'accès à la justice familiale qui a été présenté en juin 2009. Le Conseil a soulevé des questions par rapport à l'uniformité de l'accès aux services dans l'ensemble de la province, au fait qu'il n'y aura plus personne responsable de dépister les situations de violence puisque les postes de conseiller et de médiateur auprès du tribunal ont été abolis et à la façon dont les intérêts et les points de vue des intervenants autres que les avocats seront pris en compte dans la mise en œuvre et la surveillance du projet pilote du tribunal de la famille puisque le Rapport a été rédigé exclusivement par des avocats. Le Conseil a également cherché à savoir si les données recueillies dans le cadre du projet

pilote seront analysées selon le sexe et si l'analyse tiendra compte du type de cas et des résultats obtenus par les clients selon qu'ils avaient un avocat privé, recevaient de l'aide juridique, ou se représentaient eux-mêmes, et les raisons pour lesquelles dans certaines affaires, on a abandonné le système judiciaire;

- ° L'augmentation du nombre de femmes n'ayant pas la chance d'accéder au système de justice pour régler des questions de droit de la famille. Le Conseil a suggéré de tenir une table ronde avec des représentants du gouvernement, de groupes communautaires et d'organismes œuvrant auprès de cette population afin d'examiner des solutions.

TAUX DE GROSSESSE ET DE NATALITÉ CHEZ LES ADOLESCENTES

Le Conseil a exprimé ses préoccupations à la ministre responsable de la Condition de la femme au sujet des derniers chiffres sur le taux de natalité chez les adolescentes. Bien que ces chiffres soient beaucoup moins élevés qu'ils ne l'étaient au cours des précédentes décennies, le Conseil s'inquiète d'une tendance à la hausse, en particulier depuis 2005. En effet, le taux de natalité chez les adolescentes du Nouveau-Brunswick est plus élevé que la moyenne nationale, ce qui est dû en partie au fait que, dans cette province, moins d'adolescentes ont recours à l'avortement. Le Conseil a également noté qu'il continue d'exister de grandes variations inexplicables entre les comtés, le taux allant de 45 naissances par 1 000 adolescentes, ce qui est élevé, à un taux aussi bas que 14 naissances par 1 000 adolescentes.

Le Conseil recommande de mettre en œuvre une stratégie globale en matière de santé de la reproduction visant à réduire les grossesses accidentelles et de mener une étude sur l'augmentation et la variation des taux de grossesse et de natalité.

ABANDON SÉCURITAIRE DU NOUVEAU-NÉ

Le Conseil consultatif a présenté un mémoire au Comité permanent de modification des lois concernant le projet de loi d'un député, la Loi modifiant la Loi sur les services à la famille, ayant trait à l'abandon sécuritaire d'un nouveau-né.

Les lois sur l'abandon sécuritaire disent aux parents désespérés qu'ils ne seront pas poursuivis s'ils abandonnent leur nouveau-né de façon sécuritaire. À l'heure actuelle, cependant, les parents qui abandonnent leur nouveau-né de façon sécuritaire sont rarement, pour ne pas dire jamais, poursuivis. Une loi sur l'abandon sécuritaire aura un impact si elle offre une alternative viable aux personnes qui abandonneraient un enfant. La prévention des situations liées à l'éruption récente de cas d'abandon et de décès d'enfant au Nouveau-Brunswick doit commencer tôt - avant que la femme ne devienne enceinte ou dès le début

DOSSIERS (suite...)

de sa grossesse. Les lois sur les zones de refuge sont à une extrémité du continuum de mesures pouvant être mises en œuvre pour prévenir l'abandon non sécuritaire ou l'homicide des nouveau-nés non voulus. En l'absence d'un continuum de mesures, certains cas qui auraient bénéficié d'autres mesures risquent de devenir des cas du programme de zone de refuge.

Une politique en matière d'abandon sécuritaire devra résoudre plusieurs questions. Le Conseil a énuméré certains des droits et modalités que pourrait esquisser une loi prévoyant l'abandon anonyme des enfants :

- ° Les enfants ont droit à leur identité et de connaître leurs parents, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies. Il existe des raisons juridiques, médicales et personnelles de vouloir connaître l'identité de ses parents.
- ° L'abandon anonyme contourne les principes de pratique du bien-être de l'enfance qui ont fait leur preuve, de même que les principes juridiques et de santé mentale se rapportant à l'abolition des droits des parents. Il prive les enfants et les parents des mesures de protection prévues par les lois et les principes se rapportant à l'adoption, de même que des avantages des programmes spécialisés qui viennent en aide aux parents qui envisagent d'abandonner la garde d'un enfant. Certaines administrations ayant adopté une loi sur les zones de refuge ou l'abandon sécuritaire rapportent des cas où la mère quitte simplement l'hôpital sans le bébé. Certaines n'étaient pas enclines à faire du tort à l'enfant, mais elles ont choisi la zone de refuge ou l'abandon sécuritaire parce que cela était simple et anonyme, comparativement aux modalités d'adoption établies. Cependant, les modalités établies les appuieraient et appuieraient, entre autres, leurs droits et ceux de leur enfant et ne devraient pas être remplacées trop facilement par des programmes de zone de refuge ou d'abandon sécuritaire. Cela dit, certaines femmes qui accouchent à l'hôpital peuvent se sentir à la fois incapables de remplir le rôle parental et incapables de faire face aux formalités de l'adoption telles qu'elles existent.
- ° Certaines mères qui abandonnent leur enfant auraient peut-être pu bénéficier des programmes spécialisés mis en place pour aider les femmes aux prises avec une relation violente. Une femme vivant en situation de violence pourrait en effet vouloir l'enfant, mais pourrait choisir de l'abandonner parce que son partenaire n'en veut pas ou parce qu'elle craint que l'enfant soit en danger à la maison. Si elle recevait le soutien disponible, la mère ne déciderait peut-être pas d'abandonner son enfant et son droit de l'élever. C'est le cas également

des femmes vivant avec des dépendances ou des troubles de santé mentale.

Un programme de santé publique doit être fondé sur des preuves. Il faut donc poser les questions suivantes :

- ° Comment justifier un délai limite pour l'abandon sécuritaire d'un enfant? Quels sont les risques connus de l'abandon non sécuritaire ou de l'infanticide et quels facteurs de risque la loi aborde-t-elle?
- ° Pourquoi y a-t-il eu une éruption d'abandons et d'homicides d'enfant au Nouveau-Brunswick? A-t-elle un lien avec l'accès réduit au contraceptif d'urgence, à l'avortement, aux services d'approche, aux services de santé prénatale et maternelle ou aux services de dépendance ou de santé mentale? A-t-elle un lien avec le taux élevé de naissances à des adolescentes au Nouveau-Brunswick, comparative-ment à la moyenne nationale?
- ° L'agression sexuelle de la mère entre-t-elle en jeu dans certains cas? La violence à l'égard du partenaire intime entre-t-elle en jeu? La dépression post-partum? Le déni de la grossesse?
- ° Dans les cas connus de décès de nouveau-nés, quels efforts ont été faits par la mère pour obtenir de l'information ou du soutien? À quels points aurait-il été possible de leur fournir des options?

Une politique en matière d'abandon sécuritaire devra résoudre plusieurs questions que la loi pourrait orienter :

- ° Si quelqu'un laisse un nouveau-né avec une personne désignée, que devrait faire cette personne désignée, dans la mesure du possible, pendant qu'elle est avec le parent? Quelles questions devrait-elle poser? Quelle aide devrait-elle offrir?
- ° Si une personne qui abandonne un enfant n'est pas tenue de fournir des renseignements permettant de l'identifier, doit-on lui offrir la possibilité de fournir des renseignements sur les antécédents médicaux de l'enfant ou de la famille?
- ° Quelle formation est donnée aux personnes désignées et quelles campagnes publiques et ciblées permettront de renseigner les personnes en contact avec les femmes ciblées au sujet du programme d'abandon sécuritaire?
- ° Comment fait-on pour déterminer que la personne qui présente l'enfant est la mère ou le père? Nous signalons que certains États sont en train de modifier leur loi sur l'abandon sécuritaire afin de réduire leur fardeau administratif et leur responsabilité en créant une présomption que la personne qui confie le nourrisson est le parent biologique et qu'il a

DOSSIERS (suite...)

l'intention de renoncer à ses droits parentaux, à condition qu'une recherche pour les membres de la famille ne soit pas exigée.

- ° Si un homme présente l'enfant, comment peut-on déterminer l'état de la mère et sa volonté d'abandonner l'enfant?
- ° Quelle démarche sera entreprise dans le cas d'un parent qui abandonne un enfant en application du programme d'abandon sécuritaire et qui veut ensuite ravoir son enfant? S'il y a des dépenses, comment seront-elles couvertes?
Les femmes envisageant d'abandonner leur enfant en application du programme d'abandon sécuritaire sont souvent isolées et aux prises avec de nombreuses épreuves. Elles ont souvent très peu de connaissances au sujet des programmes gouvernementaux, elles utilisent peu ou pas les services disponibles durant leur grossesse et elles n'ont pas les moyens de se rendre à une salle d'urgence. Comment fera-t-on connaître le programme d'abandon sécuritaire? Quels autres services sont offerts aux femmes qui font face à une grossesse non désirée ou qui ont besoin d'aide pour assumer le rôle parental?
- ° Permettre aux parents d'abandonner leurs enfants sans répercussions ne nous décharge pas de la responsabilité de comprendre pourquoi l'enfant a été abandonné et de prévenir cette situation à l'avenir. À cette fin et pour permettre l'évaluation du programme après sa mise en œuvre, il serait bon de recueillir les données concernant les cas d'abandon sécuritaire et non sécuritaire d'un nouveau-né, les cas d'infanticide et cas d'homicide d'un nouveau-né.

Recommandation : Compte tenu de la complexité de la question et des enjeux, compte tenu des mesures de protection et des services que contourne l'abandon anonyme et, par conséquent, du besoin de faire en sorte que l'abandon sécuritaire soit utilisé uniquement par les mères dans les situations les plus désespérées, et compte tenu de la difficulté à joindre ce groupe de la population, le Conseil consultatif recommande :

- ° que la décision de l'adoption d'une telle politique ne soit prise qu'après examen des conclusions de l'étude sur les causes de l'abandon des nouveau-nés que le gouvernement provincial s'est engagé à réaliser,
- ° et qu'une telle politique ne soit étudiée que dans le cadre d'une initiative plus globale visant à aborder les grossesses non planifiées et les groupes à risque etc.

Le Conseil consultatif a précédemment recommandé une initiative de grossesse planifiée pour favoriser des

grossesses planifiées en améliorant les services de planification familiale ; améliorant les connaissances au sujet de la contraception et l'accès, y compris à la contraception d'urgence ; appuyer davantage les efforts des parents et des écoles pour sensibiliser les jeunes aux questions sexuelles ; et améliorer les services offerts aux personnes faisant face à une grossesse non désirée.

Le Conseil consultatif a aussi recommandé que les sages-femmes fassent partie de l'équipe de maternité du système de santé publique, car leur service pourrait être important pour repérer les cas nécessitant un soutien ou une intervention.

IMPOSITION DES BIENS LOCATIFS

Le Conseil consultatif a adopté un énoncé de position suite aux revendications pas divers groupes en faveur de l'abolition du taux différentiel de la taxe sur les biens locatifs - les propriétaires de biens locatifs paient un taux provincial fixe additionnel. Selon le régime d'impôt foncier actuel, les propriétaires de biens locatifs paient un taux provincial fixe additionnel de 1,50 \$ par 100 \$ d'évaluation ou environ le double du taux des propriétaires fonciers.

Le Conseil consultatif appuie une politique fiscale qui répartit équitablement le fardeau fiscal selon la capacité de payer, en tenant compte des incidences sur les femmes et les hommes et sur divers groupes de femmes et d'hommes. Le Conseil consultatif ne favorise pas l'abolition du taux provincial imposé sur les biens locatifs. Nous demandons au gouvernement du Nouveau-Brunswick de s'attaquer aux enjeux suivants :

- ° L'impôt foncier payé par les locataires s'inscrit dans un scénario plus large, composé d'un ensemble de dossiers inter reliés. Le Nouveau-Brunswick a besoin d'une politique provinciale sur l'habitation (investissement dans de nouvelles constructions, dans la rénovation et dans des suppléments au loyer afin de permettre à tous les citoyens d'accéder à des logements de qualité à des prix abordables), une politique fiscale équitable et coordonnée ainsi qu'une stratégie de réduction de la pauvreté qui comprend des mesures pour venir en aide aux locataires à faible revenu.
- ° Avant toute réforme fiscale, le gouvernement doit effectuer et rendre publique une analyse comparative entre les sexes de l'impact de tout changement afin d'en déterminer les effets sur la position relative des femmes, des hommes et de divers groupes de femmes et d'hommes, y compris sur les recettes du gouvernement.
- ° Si le gouvernement décide de réduire ou éliminer le traitement fiscal différentiel des biens résidentiels occupés par le propriétaire par rapport à ceux qui

DOSSIERS (suite...)

ne le sont pas, le ministère des Finances du Nouveau-Brunswick devrait offrir un remboursement de l'impôt foncier aux locataires à faible revenu afin de transférer directement les économies aux personnes qui en ont le plus besoin. Le remboursement devrait prendre la forme d'un crédit d'impôt remboursable, afin que les personnes qui paient peu ou pas d'impôt puissent en profiter. Les locataires devraient être tenus d'informer annuellement les locataires des taux d'impôts fonciers payés pour l'immeuble et pour leur logement en particulier.

VIOLENCE

Au printemps de 2009, le Conseil consultatif a fait part à la ministre responsable de la Condition féminine de sa préoccupation concernant l'absence de progrès notable en vue de rendre accessibles les données sur la violence contre les femmes dans la province. Depuis 2005, le gouvernement provincial ne communique plus le nombre d'incidents de violence envers les femmes qui sont signalés aux services de police et leurs conséquences. Il s'était engagé à s'assurer que les données seraient de nouveau disponibles.

Le Conseil consultatif a exprimé sa préoccupation concernant la collecte des données et les services externes relatifs à la violence à l'égard des aînés. Actuellement, les seules données que possède le ministère du Développement social portent sur les incidents de violence et de négligence à l'égard des aînés, et de négligence de soi chez les aînés. Celles relatives à la négligence de soi chez les aînés ne sont pas fournies séparément des autres formes de violence. La Loi sur les services à la famille ne reconnaît pas, comme une forme de violence, l'exploitation financière, qui est pourtant une forme courante de violence à l'égard des aînés. Le nombre de cas de violence à l'égard des aînés qui sont signalés a augmenté, mais il est sans doute peu élevé par rapport à l'incidence réelle de la violence à l'égard des aînés. Il importe de sensibiliser davantage le public et les professionnels aux signes et aux formes de violence à l'égard des aînés, et de mettre en place d'autres services externes et d'accueil.

ÉCART SALARIAL

Depuis 2004, le Conseil consultatif appuie le plan d'action du gouvernement sur l'écart salarial pourvu qu'un contrôle indépendant de la mise en œuvre du processus volontaire relatif à l'équité salariale soit fait, que l'expertise et les ressources pertinentes soient accessibles, que les mesures recommandées soient prises dans les Parties 1 à 4 de la fonction publique et qu'un plan global de développement des services de garde des enfants pluriannuel soit adopté. Le Conseil consultatif a appuyé les mesures volontaires relatives à l'équité salariale du plan d'action sur l'écart salarial comme un compromis devant être remplacé par une loi sur l'équité salariale si

l'initiative s'avérait inefficace. Il a exprimé sa préoccupation sur l'orientation des outils élaborés en vue du plan, y compris le nombre restreint de critères relatifs à l'évaluation des emplois mixtes et à l'équité salariale. Au printemps de 2009, le Conseil consultatif a fait part à la ministre responsable de la Condition féminine de sa préoccupation concernant le processus volontaire en matière d'équité salariale. Il a demandé de l'information sur les aspects suivants : nombre d'employés rémunérés à la suite d'une évaluation formelle des emplois mixtes, critères servant à définir un processus non sexiste formel, mesures prises pour assurer un contrôle indépendant de la mise en œuvre du processus volontaire en matière d'équité salariale et mesures prises pour s'assurer qu'un plus grand nombre de femmes s'intéressent aux domaines de croissance de l'emploi non traditionnels pour les femmes, notamment les secteurs professionnel, scientifique, technique et de la construction.

Le Conseil consultatif a adopté, en principe, les critères relatifs à une loi sur l'équité salariale établis par la Coalition pour l'équité salariale en collaboration avec les partenaires communautaires, selon lesquels la loi devrait être proactive et inclusive, rendre l'équité salariale non négociable et avoir préséance sur les ententes; les postes devraient être évalués à l'aide d'un outil d'évaluation non sexiste par rapport aux responsabilités, aux compétences et aux conditions de travail, ainsi qu'à tous les aspects de l'effort; la classe d'emplois à prédominance féminine devrait être définie comme une catégorie d'emplois occupés par au moins 60 % des femmes ou comme étant habituellement associée avec ce genre; les employés devraient avoir accès à l'information à toutes les étapes et participer à l'élaboration du plan d'équité salariale. Il est aussi recommandé qu'une loi prévoit une période maximale de deux ans pour la mise en œuvre d'un programme d'équité salariale et des ajustements requis, ainsi que le maintien et le contrôle de l'équité salariale de manière continue.

APPRENTISSAGE ET PROFESSIONS

En septembre 2009, le Conseil consultatif a fait part à la ministre responsable de la Condition féminine de sa préoccupation concernant le nouveau modèle de gouvernance du système d'apprentissage du Nouveau-Brunswick. Les critères de sélection du nouveau conseil d'administration de dix membres de l'organisme de la Couronne qui assumera la responsabilité de l'apprentissage ne tiennent pas compte de la représentation selon le genre et ne reconnaissent pas le faible attrait que suscite le programme chez les femmes comme un des défis qu'il doit relever. Les femmes représentent seulement un apprenti inscrit sur 50 dans la province, comparativement à environ un sur dix à l'échelle nationale. Une action interministérielle plus coordonnée est nécessaire afin d'inciter les femmes à suivre une formation dans des professions

DOSSIERS (suite...)

non-traditionnelles et afin de promouvoir des milieux de travail plus accueillants pour retenir les femmes.

Le Conseil consultatif a aussi fait part à la ministre responsable de la Condition féminine de sa préoccupation concernant la faible représentation des femmes qui persiste dans les programmes de formation professionnelle, un secteur qui pourrait offrir aux femmes des emplois mieux rémunérés et des possibilités de carrière. En 2009, les femmes représentaient seulement 5 % des travailleurs du groupe métiers, transport et machinerie, comparativement à 3 % en 1987.

SALAIRE MINIMUM

Le Conseil consultatif a fait part à la ministre responsable de la Condition féminine de sa préoccupation concernant le taux de salaire minimum et la perte de son pouvoir d'achat avec le temps. Il recommande que le taux soit établi de manière à ce que le travail à temps plein au salaire minimum génère un revenu au dessus du seuil de pauvreté et que des rajustements automatiques du taux soient adoptés. Environ 8 000 femmes travaillaient au salaire minimum au Nouveau-Brunswick en 2006 - 5 % de toutes les femmes occupant un emploi. Environ 61 % des femmes qui gagnent le salaire minimum sont des adultes et la moitié d'entre elles travaillent à temps plein.

TRAVAILLEUSES INDÉPENDANTES

Le Conseil consultatif a fait part à la ministre responsable de la Condition féminine de sa préoccupation concernant la situation des travailleuses indépendantes. Beaucoup moins de femmes que d'hommes - et beaucoup moins de femmes néo brunswickoises que de femmes canadiennes - travaillent à leur compte. Les revenus et les conditions de travail varient considérablement. En 2009, le travail indépendant représentait 9 % de l'emploi des femmes, comparativement à 14 % de l'emploi des hommes et 12 % de l'emploi des femmes canadiennes. En 2005, le revenu moyen du travail indépendant des femmes s'élevait à seulement 59 % de celui des hommes. Le Conseil consultatif exhorte le gouvernement provincial et Entreprises Nouveau-Brunswick à recueillir ces statistiques et à les rendre accessibles, et à suivre attentivement les besoins des femmes en affaires.

SERVICES DE SOUTIEN À DOMICILE

Le Conseil consultatif a recommandé que les services de soutien à domicile relèvent du ministère de la Santé, puisqu'ils font partie d'un plan de soins de santé intégré, et que l'accès à des services de soutien à domicile de qualité soit amélioré en augmentant la subvention et les fonds destinés à la rémunération, et en améliorant les conditions de travail, les normes et la formation du personnel.

DÉPISTAGE DU CANCER DU COL UTÉRIN

Le Conseil consultatif a mis la nouvelle ministre de la Santé au courant de sa recommandation sur la mise en œuvre accélérée d'un système de dépistage du cancer du col utérin dans l'ensemble de la province, un ajout nécessaire au programme de vaccination contre le VPH.

CONTRACEPTION D'URGENCE

Le Conseil consultatif a mis la nouvelle ministre de la Santé au courant de sa recommandation sur l'amélioration de l'accès à la contraception d'urgence. Le plan B est censé être disponible sur les rayons des pharmacies au Canada, mais la plupart des pharmaciens du Nouveau-Brunswick le garde derrière le comptoir et l'offre uniquement sur demande, après qu'un questionnaire a été rempli et que des « frais de counseling » ont été versés. Selon IMS Santé Canada, le nombre d'unités de contraception d'urgence achetées dans la province en 2008 a augmenté de 203 % par rapport à 2005. Toutefois, selon le nombre d'unités par personne basé sur la population des femmes en âge de procréer, le taux d'utilisation au Nouveau-Brunswick était relativement faible comparativement aux autres provinces en 2008. En l'absence de services de santé sexuelle et de campagnes d'information, et vu le nombre relativement élevé de grossesses non désirées dans la région, il n'existe aucune raison de croire que les femmes néo brunswickoises utilisent d'autres formes de contraception et qu'elles n'ont donc pas recours à la contraception d'urgence aussi souvent que les autres Canadiennes. Le faible taux d'utilisation de la contraception d'urgence au Nouveau-Brunswick est probablement davantage attribuable au fait que les femmes et les jeunes filles ne sont pas au courant de la contraception d'urgence, et qu'elles sont réticentes à la demander, à répondre aux questions au comptoir ou à payer les « frais de counseling ».

CÉSARIENNES

Le Conseil consultatif a exprimé à la ministre responsable de la condition féminine son inquiétude au sujet des variations régionales importantes et les taux d'utilisation des césariennes au Nouveau-Brunswick. L'Organisation mondiale de la santé estime qu'un taux de naissances par césarienne dépassant 15% peut signaler une mauvaise utilisation des ressources. Le taux d'intervention césarienne au Nouveau-Brunswick est d'environ 28% depuis quelques années, un niveau qui est souvent plus élevé que la moyenne nationale. Depuis une dizaine d'années, on note des différences importantes et inexpliquées entre les taux de certaines régions de la province, variant entre 38% dans la région de Campbellton à 22% à Saint John en 2008-2009. Le Conseil recommande une étude sur les causes et les conséquences des taux élevés de césariennes et des variations régionales importantes.

DOSSIERS (suite...)

HYSTÉRECTOMIES

Le Conseil consultatif a exprimé à la ministre responsable de la condition féminine son inquiétude au sujet des variations régionales importantes et les taux d'hystérectomie élevés. Les femmes au Nouveau-Brunswick sont plus susceptibles de subir une hystérectomie que la moyenne des Canadiennes. En 2007-2008, le taux était de 438 hystérectomies pour 100 000 femmes au Nouveau-Brunswick, une baisse par rapport à 770 en 1998-1999, mais plus élevé que la moyenne canadienne de 352 pour 100 000. Il est recommandé que les variations dans le temps et entre les juridictions soient examinées afin de cerner les influences, qui pourraient comprendre la formation, les ressources et les modes de pratique des médecins.

LES FEMMES DANS LES POSTES D'INFLUENCE

Le Conseil consultatif a exprimé à la ministre responsable de la condition féminine son inquiétude au sujet du faible nombre de femmes dans certains postes d'influence à l'échelle provinciale. Bien qu'on note une mince amélioration dans la représentation des femmes dans les conseils municipaux et parmi les juges de compétence provinciale, aucun progrès ne se manifeste dans le nombre de femmes élues à l'Assemblée législative et la part des femmes dans les nominations au sein des conseils et commissions de la province ne fait que stagner. Le Conseil dit craindre que cette situation a pour résultat que la province ne bénéficie pas des compétences et de la contribution potentielle des femmes, que les préoccupations des femmes ne sont pas reconnues et que les politiques et programmes ne cessent de perpétuer les inégalités entre les femmes et les hommes. Enfin, le Conseil souligne que la faible représentation des femmes dans les postes d'influence ajoute à l'importance d'intégrer une analyse inclusive selon le sexe dans toutes les études et les projets examinés par le gouvernement.

En janvier 2010, les femmes comptaient pour environ 31% de tous les membres nommés par le gouvernement provincial aux conseils et commissions. Un déséquilibre grave persiste au sein de certains organismes d'importance à l'égalité. Conseil de la recherche et de la Productivité, la Commission de police du Nouveau-Brunswick et le Comité consultatif de la loi sur le financement de l'activité politique n'ont qu'une femme parmi leurs membres (ce qui équivaut à des taux de représentation féminine de 8%, 11% et 13%, respectivement). Seulement 25% des membres du Conseil d'administration de la Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents de travail sont des femmes.

Le Conseil consultatif a recommandé :

- Que le gouvernement présente une législation qui oblige les partis politiques à adopter un plan visant à contribuer à l'équilibre entre les sexes. Le plan devrait inclure le processus de recherche de candidatures, les nominations dans les circonscriptions électorales et les listes de la représentation proportionnelle. Un objectif initial de 30% de représentation féminine en trois périodes électorales laissera la place graduellement à l'objectif final de 50%.
- Que le gouvernement provincial et les partis politiques financent des projets de formation et de mentorat qui visent à encourager et à préparer les femmes à poser leur candidature et à se faire élire. Ces mesures pourraient être prises en collaboration avec des groupes de femmes, des groupes communautaires et des municipalités.
- Que le gouvernement provincial établisse des limites de financement et de dépense des campagnes d'investiture au Nouveau-Brunswick.
- Que le gouvernement provincial fasse activement la promotion des mesures visant à établir des ponts entre les citoyens et le gouvernement et les élargissent, de sorte que les groupes et les femmes qui vivent diverses réalités soient réellement en mesure d'agir dans le processus décisionnel. À cet égard, le gouvernement devrait envisager de recourir plus souvent aux modèles tels le Groupe de travail de la ministre sur la violence faite aux femmes et le Renouvellement des politiques sociales, comme moyen d'engager la collectivité et de tirer profit de cette participation.

LES PARTIS POLITIQUES

Au printemps de 2009, le Conseil consultatif a communiqué avec les partis politiques provinciaux les incitant de mettre en œuvre de nouvelles mesures en vue de trouver de solides candidates lors des élections provinciales prévues en septembre 2010. Le Conseil leur a fourni à titre indicatif des fiches d'information et une liste de références sur la question des femmes en politique. Le nombre de députées n'augmente pas de lui-même, bien que les niveaux de participation, de formation et de spécialisation soient élevés chez les Néo-Brunswickoises, et malgré le fait que les électeurs accueillent bien les candidates. Le taux provincial de représentation féminine est bas si on le compare à la moyenne canadienne, qui, pour sa part, est faible comparativement à celle de nombreux autres pays.

RELATIONS COMMUNAUTAIRES

SERVICES D'INFORMATION

Le bureau du Conseil consultatif répond à des demandes d'information provenant de femmes et de groupes, nous arrivant surtout par notre ligne téléphonique sans frais et par courriel. La plupart de ces demandes proviennent d'individus faisant face à des situations à l'intérieur de leur famille ou reliées à leur emploi ou de groupes souhaitant lancer une initiative dans leur communauté, communiquant avec nous pour des renseignements, de l'appui, des publications ou pour nous inviter à se lier en partenariat. Des commerces et des municipalités nous demandent des renseignements sur des sujets variés telle l'intimidation au travail ou les politiques familiales. Notre chronique hebdomadaire dans un quotidien, nos textes éditoriaux publiés à l'occasion dans les quotidiens provinciaux et notre bulletin électronique occasionnent invariablement des réponses et des requêtes du public.

AFFAIRES PUBLIQUES

Nouvelles/ NB Women's News - Notre bulletin hebdomadaire sur les dossiers touchant les femmes, est envoyé, sur demande, à plus de 4 300 personnes au Nouveau-Brunswick et mis en archive sur le site Internet du Conseil.

Rapport d'étape 2010 sur la situation de la femme au Nouveau-Brunswick. - Ce rapport, publié à tous les deux ans, et les 15 feuillets qui en sont tirés, sont des documents populaires sur le site internet du Conseil consultatif et lors des événements locaux. Des nouveaux feuillets ont été lancés en 2010, y compris deux portant sur les femmes francophones et anglophones au Nouveau-Brunswick et sur les mères et les pères.

Site Internet - Le Conseil consultatif maintient un site internet www.acswccf.nb.ca où sont rendus disponibles tous les documents du Conseil et certains documents publiés par d'autres groupes de la province. On peut s'y inscrire à la liste de distribution du bulletin électronique et à la Banque de compétences des femmes et s'informer sur les activités à venir dans leur région. Les textes les plus consultés sont le Rapport d'étape sur les femmes et les articles et les documents sur l'équité salariale. Le site a enregistré plus d'un million d'appels de fichiers en 2009-2010 et plusieurs milliers de visiteurs.

Le Prix Nancy - Le Conseil consultatif commandite un prix donné à des projets étudiants portant sur l'histoire des femmes au Nouveau-Brunswick. Le Prix Nancy est offert dans le cadre des Fêtes régionales du patrimoine. Il est nommé pour honorer Nancy Morton, une esclave noire qui tenta d'être libérée de son propriétaire, un Loyaliste du comté de York en 1800. Les projets admissibles doivent avoir pour thème l'histoire des femmes du Nouveau-Brunswick et porter sur un aspect de la vie des

femmes, leurs réalisations ou leurs luttes pour l'égalité en tant qu'individus ou groupes; et doivent se baser sur des recherches historiques.

Événements - Le Conseil consultatif organise plusieurs événements publics à travers la province et dans les deux langues officielles, pour soulever des questions et diffuser des renseignements sur les questions féministes. Certaines sessions sont enregistrées et peuvent être écoutées sur le site internet du Conseil.

Plus de 900 personnes ont participé aux divers dîners causeries organisés en 2009-2010 :

- Femmes en politique - Pourquoi c'est important et comment faire pour que les femmes soient mieux représentées - L'Honorable Marilyn Trenholme Counsell, Nancy Lordon et Tilly O'Neill-Gordon, à Miramichi.
- Femmes en politique - Marcelle Mersereau et Anne-Marie Gammon à Beresford.
- Femmes en politique - Une conversation avec la sénatrice Sandra Lovelace Nicholas à Grand Sault.
- Femmes en politiques - Anne-Marie Gammon à Tracadie
- Women in Politics - Media, Parties and Voters: Dr Joanna Everitt, à Fredericton et Saint-Jean
- Women, Poverty and the Recession: Monica Townson à Fredericton
- Y sommes-nous arrivées? Mise à jour sur la condition féminine au N.-B.: Campbellton, Caraquet, Moncton, Edmundston, Moncton, Saint Jean, Sackville et Fredericton.
- L'égalité des chances pour les enfants des Premières Nations au N.-B. - Réflexion sur une responsabilité partagée: Bernard Richard, Défenseur des enfants et de la jeunesse, N.-B. à Fredericton, Campbellton et Grand Sault, en partenariat avec l'Association des travailleurs sociaux du N.-B.

Le Conseil a également, en collaboration avec d'autres groupes, organisé plusieurs événements, soit :

- Priorités des femmes : les partis politiques en discutent, avec David Alward, Roger Duguay, Kelly Lamrock et Jack MacDougall, chefs/représentants des quatre partis politiques à Moncton durant la Journée Internationale de la femme, organisé avec Coalition pour l'équité salariale, Coalition des services de garde à l'enfance du N.-B., Regroupement féministe du N.-B., Conseil consultatif sur la condition de la femme au N.-B., Front commun pour la justice sociale et Conseil du travail de Moncton et région.

RELATIONS COMMUNAUTAIRES (suite...)

- Les relations saines: en famille, au travail, dans la vie, session d'information à Bathurst avec Services à la famille de Nepisiguit.

Comités - Le Conseil est représenté au sein de divers comités, y compris:

- Comité consultatif sur la violence faite aux femmes autochtones
- Comité du Premier ministre sur la santé des familles
- Community Economic Development Advisory Committee du Women's Co-Op Business Program
- Projet Une Témoin silencieuse au Nouveau-Brunswick
- Comité sur les causes de l'abandon des nouveau-nés
- Comité pour une campagne de sensibilisation du public sur la violence dans les relations intimes
- Comité des intervenants pour le renouvellement du logement du Ministère de Développement social
- Conseil de la santé du Nouveau-Brunswick - initiative d'engagement citoyen
- Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick

RELATIONS AVEC LES GROUPES DE REVENDICATION DE L'ÉGALITÉ

Le Conseil a collaboré en 2009-2010 à quelques projets conjoints avec des groupes de femmes et de défense des droits, notamment en vue de l'organisation d'événements, dont des dîners causeries. Quelques organismes ont sollicité l'expertise du Conseil consultatif sur l'analyse comparative entre les sexes.

Le site Internet du Conseil se veut un centre d'information sur les femmes et les groupes du Nouveau-Brunswick et comprend des documents de d'autres groupes.

Le Conseil est représenté d'office au comité directeur du groupe provincial, le Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick. Le Conseil continue d'agir comme consultant avec le groupe féministe de la région de l'Atlantique, Femmes Équité Atlantique.

MÉDIAS

Le Conseil reçoit fréquemment des demandes des médias pour des entrevues, des renseignements et des noms de personnes-ressources. Les thèmes de ces demandes en 2009-2010 comprenaient les femmes en politique provinciale, l'avortement, l'intimidation en milieu de travail, la violence, le Comité d'examen des décès suite à la violence entre partenaires intimes, les sages-femmes, et l'arrêt temporaire de la vaccination HPV.

En 2009-2010, le Conseil a émis des communiqués aux médias sur la publication du Rapport d'étape 2010 sur la situation des femmes au Nouveau-Brunswick, sur un événement public portant sur les femmes en politique, suite à des commentaires par un député incitant les femmes - « les filles » - à faire plus d'enfants, et l'adoption de la Loi sur l'équité salariale dans le secteur public.

La présidente du Conseil signe une chronique hebdomadaire dans le Moncton Times & Transcript et divers textes d'opinion dans le quotidien L'Acadie nouvelle et d'autres journaux. Les chroniques sont également publiées par le journal internet StraightGoods.ca. Elles sont disponibles dans les deux langues officielles sur le site internet du Conseil. En 2009-2010, les sujets de ces commentaires ont inclus les services de garde, les hommes et les études post secondaires, les lacunes dans les services d'aide juridique, les dons qui changent le monde, les femmes en politique, la violence faite aux femmes, l'avortement, les initiatives pour réduire la pauvreté, l'intimidation en milieu de travail, le travail du sexe, l'équité salariale, le hockey, la traite des humains, les aidantes, la santé et le genre, l'égalité et l'économie, l'agression sexuelle, l'orientation sexuelle, l'homophobie, l'abandon des nouveau-nés, la discrimination contre les personnes âgées, l'assurance chômage, le cancer du sein et le changement de nom.

LANGUES OFFICIELLES

Le Conseil consultatif sur la condition de la femme n'a pas fait l'objet de plainte au Bureau du commissaire aux langues officielles en 2009-2010.

PUBLICATIONS EN 2009-2010

Les ouvrages suivants, qui peuvent être consultés en ligne à l'adresse www.acswcccf.nb.ca ou être commandés en communiquant avec le Conseil consultatif, ont été publiés en 2009-2010:

Abandon sécuritaire du nouveau-né - Mémoire présenté au Comité permanent de modification des lois concernant le projet de Loi modifiant la Loi sur les services à la famille, novembre 2009.

Imposition des biens locatifs - Énoncé de position, septembre 2009.

Rapport d'étape 2010 sur la situation des femmes au Nouveau-Brunswick - un aperçu statistique de la situation des femmes, février 2010.

Feuillets tirés du Rapport d'étape 2010 sur la situation des femmes au Nouveau-Brunswick: Les femmes aînées, Les femmes autochtones, Les femmes ayant un handicap, Les femmes francophones et anglophones au Nouveau-Brunswick, Les femmes immigrantes au Nouveau-Brunswick, Les jeunes, Le marché du travail, Les mères et les pères au Nouveau-Brunswick, La population et la famille, Les postes d'influence, Les responsabilités familiales, Le revenu et la pauvreté, La santé, Les services de garde d'enfants, La violence.

Un cadeau pour un monde meilleur - Des suggestions pour des cadeaux qui contribuent à un monde équitable, édition 2009.

ÉTATS FINANCIERS

CONSEIL CONSULTATIF SUR LA

CONDITION DE LA FEMME

31 MARS 2010



Vérificateur général du Nouveau-Brunswick

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À la présidente et aux membres du
Conseil consultatif sur la condition de la femme

J'ai vérifié le bilan du Conseil consultatif sur la condition de la femme au 31 mars 2010 ainsi que l'état des recettes, des dépenses et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Conseil au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son fonctionnement et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le vérificateur général
Michael Ferguson, c.a.

Fredericton (N.-B.)
le 26 août 2010

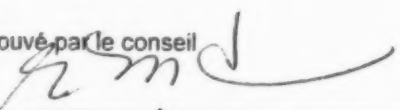
CONSEIL CONSULTATIF SUR LA CONDITION DE LA FEMME
ÉTAT DES RECETTES, DES DÉPENSES ET DE L'EXCÉDENT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

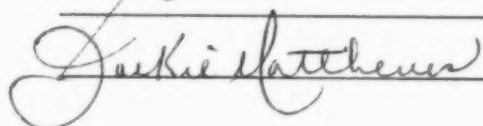
	2010	2009
ACTIF		
Debiteurs - Province du Nouveau-Brunswick	99 449 \$	59 780 \$

EXCÉDENT

Excédent	99 449 \$	59 780 \$
----------	-----------	-----------

Approuvé par le conseil


_____ présidente


_____ membre

**CONSEIL CONSULTATIF SUR LA CONDITION DE LA FEMME
ÉTAT DES RECETTES, DES DÉPENSES ET DE L'EXCÉDENT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010 Budget	2010 Réal	2009 Réal
RECETTES			
Subventions - Province du Nouveau-Brunswick	430 000 \$	430 000 \$	448 200 \$
DÉPENSES			
Services personnels	276 500	248 289	257 365
Autres services	136 000	120 909	191 400
Fournitures et approvisionnements	12 200	17 208	13 634
Contributions et subventions	-	3 000	-
Bien et matériel (note 2)	5 300	925	3 790
	<u>430 000</u>	<u>390 331</u>	<u>466 189</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	<u>- \$</u>	39 669	(17 989)
Excédent, début de l'exercice		59 780	77 769
EXCÉDENT, fin de l'exercice		<u>99 449 \$</u>	<u>59 780 \$</u>

CONSEIL CONSULTATIF SUR LA CONDITION DE LA FEMME
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 2010

1. Objectif de l'organisation

Le Conseil consultatif sur la condition de la femme conseille le gouvernement provincial sur les questions de la condition de la femme et porte les sujets d'intérêts aux femmes à l'attention du public.

2. Principale convention comptable

Le Conseil a pour principe d'imputer tous les achats d'équipement et de mobiliers aux dépenses durant l'exercice où la dépense est engagée.

3. Dépenses ne figurant pas dans les états financiers

Les frais de location du bureau du Conseil sont payés par la Province du Nouveau-Brunswick et ne figurent pas dans les dépenses du Conseil. De plus, des services de traduction d'une valeur de 16 943\$ sont fournis par la Province et ne figurent pas dans les dépenses du Conseil.

Le ministère des Finances a assumé la responsabilité des coûts reliés à la technologie de l'information, au service des ressources humaines et à l'administration financière du Conseil.

4. État des flux de trésorerie

Un état des flux de trésorerie n'a pas été dressé car l'information requise concernant les flux de trésorerie est évidente à la lecture des autres états financiers.

**CONSEIL CONSULTATIF SUR LA CONDITION DE LA FEMME
ÉTAT DES RECETTES, DES DÉPENSES ET DE L'EXCÉDENT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010 Budget	2010 Réal	2009 Réal
RECETTES			
Subventions - Province du Nouveau-Brunswick	430 000 \$	430 000 \$	448 200 \$
DÉPENSES			
Services personnels	276 500	248 289	257 365
Autres services	136 000	120 909	191 400
Fournitures et approvisionnements	12 200	17 208	13 634
Contributions et subventions	-	3 000	-
Bien et matériel (note 2)	5 300	925	3 790
	<u>430 000</u>	<u>390 331</u>	<u>466 189</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	<u>- \$</u>	39 669	(17 989)
Excédent, début de l'exercice		<u>59 780</u>	<u>77 769</u>
EXCÉDENT, fin de l'exercice		<u>99 449 \$</u>	<u>59 780 \$</u>

CONSEIL CONSULTATIF SUR LA CONDITION DE LA FEMME
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 2010

1. Objectif de l'organisation

Le Conseil consultatif sur la condition de la femme conseille le gouvernement provincial sur les questions de la condition de la femme et porte les sujets d'intérêts aux femmes à l'attention du public.

2. Principale convention comptable

Le Conseil a pour principe d'imputer tous les achats d'équipement et de mobiliers aux dépenses durant l'exercice où la dépense est engagée.

3. Dépenses ne figurant pas dans les états financiers

Les frais de location du bureau du Conseil sont payés par la Province du Nouveau-Brunswick et ne figurent pas dans les dépenses du Conseil. De plus, des services de traduction d'une valeur de 16 943\$ sont fournis par la Province et ne figurent pas dans les dépenses du Conseil.

Le ministère des Finances a assumé la responsabilité des coûts reliés à la technologie de l'information, au service des ressources humaines et à l'administration financière du Conseil.

4. État des flux de trésorerie

Un état des flux de trésorerie n'a pas été dressé car l'information requise concernant les flux de trésorerie est évidente à la lecture des autres états financiers.





New Brunswick
Advisory Council
on the Status of Women

*Final report
(Ceased March 2011)*

ANNUAL REPORT 2009-2010

ISBN: 978-1-55471-497-1

Chairperson's Message

The Advisory Council's mandate is to help governments and society create more equality and a better society for women. We spread information in order to alert, convince, inform and create momentum for the attainment of equality for women. Within the guidelines of an Action Plan adopted by Council members, we advise the government on issues of concern to women. We also inform the public of those concerns and that advice.

In 2009-2010, we gave or reiterated advice on issues as varied as teen birth rates and taxation of rental property, the need for gender-based diversity analysis in health services, why an effective poverty reduction plan cannot be gender blind, and how to best prevent child abandonment cases.

We expressed concern about the increase in the number of citizens unable to access the justice system to solve family law issues and the overrepresentation of Aboriginal women among adult and youth offenders, about the lack of availability of data on violence against women and the lack of take-up of the voluntary pay equity process.

We were also pleased to be able to applaud some good news: the percentage of child support payments that are collected went up to 87% in 2008-2009 partly thanks to new enforcement measures introduced by the provincial government in 2008 - particularly the threat of driver's license suspension. A significant increase in the average wages

of trained workers in child care centers was a particularly welcome bit of news, as was the fact the jump in available regulated child care spaces and the smaller pay gap between men and women.

The Advisory Council makes a concerted effort to go into communities and meet local women. We do that with our quarterly meetings, held in a different location each time, and through our Lunch and Learns and other such events, often with speakers on women's issues.

This year was one when we launched our biennial Status Report on Women in New Brunswick, so Council staff toured the province with the results of that publication. The data gives a picture of areas that have demonstrated much improvement and of other areas where we still await for significant change. The Status Report is a valuable tool that brings these issues to the attention of the public and of government.

We often cite a favourite saying, "Behind every successful woman are all the women who came before her", because we respect the work and the women that came before us, but also because it is important to acknowledge that women acted together to achieve what we have. We must not take any of those gains for granted.

Elsie Hambrook
Chairperson
March 31, 2010

WHO WE ARE

The members of the Advisory Council in 2009-2010 are:

Elsie Hambrook, Quispamsis, Chairperson, appointed September 2008
Odette Richard, Westmorland Kent, appointed June 2004, (Vice-Chairperson March 2005)
Jayme L.J. O'Donnell, Fredericton, appointed March 2009
Rita Boucher, Acadian Peninsula, appointed September 2008
Sharon McKinnon, Chaleur, appointed September 2008
Beatrice Long, Madawaska/Victoria, appointed November 2007
Elizabeth Matheson, Miramichi, appointed November 2007
Dale Marie LeBlanc, Moncton, appointed November 2007
Diana J. Alexander, Greater Saint John, appointed November 2007
Karla Dawn Reynolds, Kings/Albert, appointed April 2006
Dorothy Hamilton, Restigouche, appointed April 2006
Jackie Matthews, Charlotte, re-appointed November 2007

WHAT WE DO

The Advisory Council on the Status of Women was created by provincial legislation to advise the Minister on issues of concern to women and to bring these issues before the public and the government. The Mission of the Advisory Council is to promote equity for women in all sectors of New Brunswick society. The Council studies issues and adopts recommendations for action. On matters of interest to women, the Council:

- advises governments
- recommends laws, policies and practices to the N.B. government
- facilitates networking amongst women's groups
- gathers, researches and disseminates information
- increases awareness on issues, programs and services.

HOW TO CONTACT US

Advisory Council on the Status of Women
236 King St., Fredericton, N.B. E3B 1E2
Tel: 506-444-4101, 1-800-332-3087
Fax: 506-444-4318
acswcccf@gnb.ca
www.acswcccf.nb.ca

COUNCIL MEETINGS

June 18-19, 2009 - Beresford

Government Actions - The Council discussed reaction to recent government reports and announcements, including the provincial budget, pay equity law and cuts to family courts and legal aid.

Family Court - The Advisory Council had issued a media release and written letters following the elimination of family court mediators/social workers and the cuts to legal aid, stating that these moves reduced women's access to information and justice. The Council discussed the questions and recommendations sent to the minister following the release of the Report of Access to Family Justice Task Force and the announcement of a pilot project.

Cervical Cancer Screening/HPV - The Advisory Council had recommended that the Pilot Central Registry for women's cervical health be available to all women in the province, a recommendation made following the government decision to invest in Human Papillomavirus vaccinations. The New Brunswick Cancer Network informed the Council that a provincial registry should be in place by 2010, making it possible to trace who has not had a Pap test and whether an abnormal test has been followed up. Members decided to contact the minister to urge quick implementation.

2010 Report Card on the Status of Women in New Brunswick - Members discussed changes to the next report which is published biennially. Members agreed on a name change, to Status Report / Rapport d'étape.

Policy On Use of Government Devices - Following a suggestion by the Office of the Auditor General to general government, the Council discussed and adopted guidelines for use of mobile email and phone devices while employees/members are on leave.

Women in Politics Public Event - 25 local women joined the Advisory Council and the media for a luncheon presentation by Marcelle Mersereau and Anne-Marie Gammon. The audio recording of the conference will be made available on the Council website.

Women and Politics - Members discussed the promotion of the upcoming nominations and election in newspaper columns and other Advisory Council communications tools, letters sent to political parties, Lunch & Learns organized on the topic, and the training event being planned in the fall with Equal Voice NB. Members discussed further actions to encourage recognition and correction of the gender imbalance in elected politics. Members decided to contact the minister requesting information on the position on the issue of women in politics.

Municipalities and Child Care - Jody Dallaire, Coordinator of the NB Child Care Coalition presented information for use with municipalities, relating to the concern about corporate investment in child care systems.

A Project To Develop Family Policies - A board member of the Association francophone des parents du Nouveau-Brunswick, gave a presentation on the process that group has launched to recommend a family policy to government. The Council will attend the next Dialogue conference by the group.

Wage Gap Action Plan - The members discussed and adopted the Coalition for Pay Equity's Principles of the Public Sector Pay Equity Act and recommended them as guidelines for development of legislation.

Nancy's Award - The members discussed the Nancy's Award and adopted a motion to contribute \$3,000 towards its cost.

September 17-18, 2009 - Grand Falls

Emergency Contraception - Members discussed advice provided to the Minister on the need to improve access to emergency contraception as part of a comprehensive planned pregnancy initiative.

Members' Reports - Members discussed some of the issues arising in their areas, including lack of affordable, quality child care for working mothers in rural areas, and the need for a provincial coalition of Transition Houses. Members asked that Council staff look into student loan assessment formulas and debt forgiveness measures that seem to discourage high-achieving students with earnings and/or bursaries.

Human Papillomavirus vaccination - Members discussed the province's suspension of the 2009/10 HPV vaccination planned for Grade 7 girls because of the cost of delivering the H1N1 flu vaccine. Catch-up vaccinations are promised for 2010/11, when both Grade 7 and 8 girls will be vaccinated.

Lunch & Learn Policy - From 2005 to 2009, dozens of public events, mostly Lunch & Learns, have been held in dozens of communities and attracted over 5 000 persons. These free events were generally of two types: information on an issue of general interest aimed at attracting a general public and introducing them to the Advisory Council and women's issues; information on a specialized issue related to gender equality aimed at interveners and policy makers. The members discussed the objectives of the Advisory Council's public event series, the list of topics for 2009-10 and adopted a policy. The policy states that:

- event topics and locations will be chosen strategically to fulfill the ACSW work plan,
- events will be organized in a variety of regions and in each official language each year,
- while the schedule of events will be adopted by the Council for the year, opportunities will be seized, at the discretion of the executive director, when they present themselves to hold other events that meet the objectives contained in the work plan.

COUNCIL MEETINGS (continued...)

Women in Politics Public Event - Local women joined the Advisory Council and the media for a luncheon conversation with Senator Sandra Lovelace Nicholas. The audio recording of the conference will be added to the Council website.

Women and Politics - Following the lunchtime event, members discussed future actions aimed at correcting the gender imbalance in electoral politics. It was noted that no political parties responded to the Council's letter to them urging action to encourage female candidates.

Taxation of Rental Property - The NB Apartment Owners Association is seeking support from organizations representing women for the abolition of the differential tax rate on rental property versus owner-occupied homes - rental property owners (and those with cottages or second homes) pay an additional fixed provincial rate of 1.50/\$100 value, or approximately double the homeowner rate. The Advisory Council discussed and adopted a position.

Municipalities and Equality - Members reviewed a presentation developed for use in meetings or communications with municipal representatives, on how municipalities can promote equality by giving women and diverse groups a fair share in consultations, policies, spending, and other activities, along with the importance of developing quality not-for-profit local child care and increasing the representation of women in elected positions. The Council will conduct a campaign urging women to consider running in the next municipal election.

Pay Equity - Advisory Council members discussed a public awareness campaign aimed at explaining pay equity and increasing general public unease about unequal pay for jobs of equal value.

State of Child Care in Canada - Advisory Council members discussed the findings of the recent report on early childhood education and care in Canada by Childcare Resource and Research Unit, notably the slow growth of spaces compared to need and the increase in for-profit spaces. New Brunswick ranks poorly on many of the indicators, including public spending per regulated child care space and per child, presence of for-profit child care and staff training requirements, though New Brunswick has seen significant improvement in some areas, such as average salaries of child care staff.

Budget Cut - Advisory Council members discussed the expected 3 percent cut to government departments and agencies. Given the already frugal nature of Council efforts and that a further cut would compromise the Council's ability to carry out its mandate, particularly its work in raising the profile of women's concerns and ensuring government efforts contribute to greater equality in difficult economic times, the members adopted a motion requesting that the Advisory Council be protected from the cut, as was the practice in the past.

Conference Call - November 2, 2009

Safe Surrender - The members discussed the Opposition's Safe Haven Bill and the Advisory Council's reaction to the new bill. Concern was expressed about the restrictions in the Bill and the anonymous mother's need for services. Members decided they preferred a fuller investigation of the issue before a law is adopted.

November 17-18, 2009 - Fredericton

Family Court - Members decided that family justice reform was a priority, especially more timely access to justice, given the cuts to services in the last year.

Women in Politics - Members approved the production of a publication on women in provincial politics.

Pay Equity - Members approved proposed work for a campaign in support of pay equity.

Public Awareness Events - Members discussed topics for future public events.

Conference Call - January 25, 2010

Status Report 2010 - The members discussed the main sections of Status Report 2010 being prepared for release, and listed concerns raised by some of the data that will be submitted to the provincial government.

February 25-26, 2010 - Moncton

Members were briefed by the Chairperson and some members on a recent meeting with the Minister responsible for the Status of Women on priority issues discussed at the last Council meeting, including access to justice, pay equity presentations to municipalities and a booklet on women politicians.

Public Awareness Gatherings - Members approved a list of public events around the province.

Public Interest Disclosure Act - Members were briefed on the legislation to encourage whistleblowers on wrongdoing in public administration and decided to discuss the document at a future conference call.

Student Loan - Members were briefed on findings related to concerns raised at a previous meeting regarding student loans, earnings and scholarships. Members were satisfied to learn that unless a student's assessed need is so low that scholarship funds above the \$1,800 allowance for merit-based scholarships make them ineligible for loans altogether, the scholarship monies have no bearing on grants based on family income.

Status Report 2010 - Women in New Brunswick - Members were given an overview of the findings of the Status Report. Members requested additional research on the community college situation in other provinces.

Work Plan 2010-2011 - Members discussed the Council work plan for the period which ended in December 2009 and asked that the staff revise it to include members'

COUNCIL MEETINGS (continued...)

suggestions. A conference call will be held to adopt the revised plan.

Women's Issues Branch, Executive Council Office - Assistant Deputy Minister Norma Dubé joined members to discuss common issues including pay equity, other wage gap action plan initiatives and access to justice.

Pay Equity Campaign - Members discussed the proposed posters for the pay equity campaign and suggested some reworking of the text and images.

Causes of Infant Abandonment - Members were briefed on research findings to date on the causes of infant abandonment and possible remedies. The Advisory Council co-presides a committee examining the problem, established by Department of Social Development following

a Child Death Review Committee report into the death of a newborn and subsequent recommendations by the Child and Youth Advocate.

Common Front for Social Justice - Representatives of the non-profit anti-poverty group presented an analysis of the government's poverty reduction plan and discussed with members' concerns about the inclusive nature of the consultation process and the potential impact of the plan.

Access to justice - Members agreed to participate in a session with representatives of the New Brunswick Department of Justice about the abolition of services at family court and the impact on women, as seen in contacts received from New Brunswick women.

ISSUES

GENDER-BASED DIVERSITY ANALYSIS

The Advisory Council urged the government to integrate gender considerations in research, policy development and program delivery. The Council also specifically recommended that gender based diversity analysis be integrated in health and wellness policies and programs, and incorporate such analysis and data by sex in all reports by the Department of Health.

The Council suggested that the need to adopt gender-based diversity analysis is made apparent by the unavailability of some data by sex and by other diversity variables, a prerequisite for gender-based analysis. In compiling the Status Report 2010 on Women in New Brunswick, the Council was unable to obtain data by sex on:

- student loan debt
- woman abuse incidents reported to police, charges recommended by police, charges laid, number of accused and of offenders and type of sentences
- out-of-province abortions on New Brunswick residents
- users of home support services
- average low-income gap for various groups of women, men and families living in poverty
- number of parents who do not qualify for maternity or parental leave benefits
- career trajectories of women in nontraditional occupations
- detailed business profile of women entrepreneurs
- level of unmet demand and rejected requests for Legal Aid for family law matters.
- University enrolments by field of study for Aboriginal women and men

The Advisory Council commended the Child and Youth Advocate for the second "State of our Children and Youth" statistical background report and for its

inclusion of more data by sex, following recommendations by the Council. The Council suggested other statistics are needed to complete the picture:

- School dropout rates in the general school population, by sex.
- Spending per pupil on K-12 education, by sex.
- Number of infants placed for adoption, private adoptions, international adoptions, by sex.
- Child protection referrals, average monthly active child files, average monthly number of children under 16 receiving child protection services, average age of children receiving child protection services, by sex.
- Total cost child protection services, total investment in youth care, by sex.
- Monthly average number of children in care, number of children in permanent care, average number of youths receiving post-guardianship services, by sex.
- Number of reported violent crimes involving children victims, including sexual assault incidents, other sexual offences, incest, etc, by sex, and outcomes (number of charges laid, number of offenders sentenced).
- Number of children served by Daycare Assistance Program, by sex.
- Number of preschool age children diagnosed with autism, benefiting from intensive intervention, by sex.
- Percentage of children in care on psychotropic drugs, by sex.
- Number of educators, regulated child care facilities, by sex.
- Number of children in subsidized housing, by sex.

ISSUES (continued...)

- Funding, cost per bed, per diem for NB Youth Centre, by sex.
- Sentenced/Incarcerated youth by sex and Aboriginal origin.
- Abortion rate among females 19 years and under.
- Participation in gambling, sexual behaviour, by sex.
- Youth employment, labour force participation, unemployment for Non-Aboriginal and Aboriginal population, by sex.
- Number of workplace accidents, of workplace deaths from, of Workers' Compensation claims, 15-24 yr olds, by sex.
- Community college, university and private post-secondary institution enrolments by programs and sex, Aboriginal, non-Aboriginal students.
- Post-secondary student debt by sex: average amount borrowed per year and average debt final year for post-secondary and for university students; number of student loan applications received and number approved; number of students under 25 receiving assistance, by university, college and private institution; number of applications for NB Bursaries, total spending on, and student loans, by sex.
- The percentage of the N.B. population who have difficulty understanding basic written material: 60% of Francophone females, 49% of Anglophone females, 72% of Francophone males, 50% of
- since about 41% of all N.B. women who filed income tax returns had no tax to pay at all, nor did 27% of men.
- In September 2008, the Advisory Council adopted a position paper on the proposed tax reform. The Advisory Council urged governments undertaking fiscal reform to:
- Conduct and make publicly available gender-based analysis of the potential effects of any tax policy changes - positive and negative, direct and indirect - on the relative position of women, men and diverse groups of women and men.
- Ensure the conditions for effective gender-based analysis: sex-disaggregated data, high-level commitment by policy-makers, adequate human and financial resources, tools and training, and accountability by making GBA part of staff workload and evaluation.
- Consider the potential impact of any tax changes on government revenue as well as on distribution of income, consumption and property taxes among individuals and businesses.
- Ensure that the existing degree of progressivity in the personal and corporate income tax structure is not reduced. Maintain graduated tax rates to help reduce the income gaps between Anglophone males.
- Dropout rates have improved but still, in 2007-2008, 3% of boys and 2% of girls in Grades 7 to 12 quit school. The dropout rates of Aboriginal youth living in First Nations communities and attending public schools are higher than a decade ago, and more than double the provincial average. Rates for Aboriginal girls are worse than for boys.
- Significant and unexplained regional differences within New Brunswick are noted in the use of caesareans and hysterectomies. New Brunswick's rate of births by caesarean section has hovered around 28% for a few years, usually above the Canadian average and well above the World Health Organization benchmark. Hysterectomy rates have decreased over the past decade, but New Brunswick women remain more likely to have hysterectomies than Canadian women generally
- New Brunswick females of all ages are less likely to be physically active than males. The proportion of New Brunswickers who are overweight or obese is alarmingly high, worse than the national averages, though the rate for females is better than for males.

STATUS REPORT ON WOMEN IN NEW BRUNSWICK Highlights from the 2010 Status Report on Women in New Brunswick:

- New Brunswick's birth rate declined more dramatically than Canada's over the past 30 years, and remains below the national average. 39% of all births in N.B. are to mothers aged 30 years and over, compared to 49% in Canada.
- The teen birth rate, which had been decreasing since the 1970s in N.B. has increased for the second consecutive year: in 2006, the rate jumped to 18.5 births per 1,000 teen girls, from 16.2 in 2005; it rose again in 2007 to 19.8. New Brunswick's teen birth rate is higher than the national average. The teen pregnancy and birth rates fluctuate widely among the counties.
- In 2006, 14% of women and 12% of men in N.B. had university degrees, more than double the proportion of female degree-holders in 1986.
- Women make up only 37% of full-time regular students in Community College in 2008-2009. By contrast, for more than two decades, Canadian women have accounted for over half of the college clientele. In apprenticeship programs, New Brunswick women are currently only 2% of apprentices (Canada: 11%), the same as a decade ago

ISSUES (continued...)

- Three-quarters of New Brunswick mothers who gave birth between 2003 and 2008 said they started breastfeeding, below the national average of 88%. Less than one in four New Brunswick mothers surveyed in 2008 had breastfed exclusively for at least 6 months, as recommended by the World Health Organization.
- In 2008-2009, 51% of all abortions performed in New Brunswick were done at the Fredericton Morgentaler Clinic and 49% in N.B. hospitals.
- When income from all sources is considered, the income gap between men and women has improved only slightly since 2000. The average income from all sources of senior women was 75% of senior men's in 2007.
- Nine percent of females and 8% of males lived with income below the after-tax low-income cut-offs in 2007, rates that have changed little in recent years. High poverty rates persist among lone parent women unattached women and men.
- Nearly 1 in 10 N.B. children lived in low-income families in 2007. Aboriginal identity children living off-reserve have poverty rates more than double that average.
- About 87% of all child support payments due through the New Brunswick Department of Justice were collected in 2008-2009, a better rate than in previous years.
- 75% of New Brunswick women with children under 16 had paid jobs in 2008, slightly higher than the Canadian average.
- There were regulated child care spaces for 19% of New Brunswick children aged 12 and under in 2009, up from 7% in 1996. The average wages of trained workers in child care centers have increased to \$14.72/hour from about \$7 per hour in 2001.
- Nine in ten people who take parental leave are women.
- Close to half of females but only 28% of males spent 15 hours or more per week on housework in 2006.
- Most of the employed women in the province work full-time (78%) but many more women than men work part-time (22% versus 9.5%). About 9% of employed women in the province are self-employed, compared to 14% of men and to 12% of women in Canada. The average self-employment income for N.B. females was \$9,600 (59% of N.B. male's average of \$16,100)
- In 2009, New Brunswick women earned on average 86.8% of what men did, a pay gap of 13.2% when hourly wages for all workers are compared. This is better than in 2008, but still worse than the highs reached in 2007 and 2006. In 2009, female
- Community College graduates of the previous year who were working full-time earned on average 14.5% less than their male counterparts. Among recent university graduates who were working full-time, women earned 14% less than their male counterparts in 2005.
- Aboriginal women are less likely to be in the labour force than non-Aboriginal women, are more likely to work part-year or part-time, run a much higher risk of unemployment and earn significantly less than other women and men.
- There has been little improvement in women's share of traditional male jobs in the skilled trades, transportation and equipment operators.
- From 1987 to 2009, the number of female multiple jobholders tripled.
- Most people working for minimum wage are women and most of those women are adults.
- The average employment income of women with disabilities in 2005 was \$20,500, compared to \$24,000 for women without disabilities, \$28,700 for men with disabilities and \$35,800 for men without disabilities.
- Only 13% of the Members of the Legislative Assembly are women, the lowest proportion in Canada and lower than the high of 18% in the late 1990s. Only 17% of mayors and 28% of municipal councillors are women. In the elected band governments of New Brunswick's 15 First Nations communities, women made up 26% of the councillors and 20% of the chiefs.
- Women's representation on provincial government appointed agencies, boards and commissions in 2010 is 31%. Serious gender imbalances are especially noted on boards dealing with economic development and employment.
- The proportion of women among persons incarcerated in provincial jails is 11%. Aboriginal people and especially Aboriginal women are largely over-represented among adult offenders under supervision.
- Little information on woman abuse incidents and court outcomes is available.
- In 2009, more than one in five women and more than one in three men said that women often provoke violence by nagging or criticizing their partner, a larger proportion than what was found in a similar 2002 survey.
- NB's rate of sexual assaults reported to the police continues to be higher than the Canadian average. More than one in four (27%) adults convicted of sexual assault in 2006/07 got a conditional sentence, compared to just 11% of offenders poverty reduction strategy using a gender-based

ISSUES (continued...)

convicted of other crimes against the person.

- Reporting of elder abuse, neglect and self-neglect has increased since 1998: 319 women and 244 men were identified as vulnerable in 2008-2009, up from 126 and 95 ten years earlier.

POVERTY

The Advisory Council recommended that the New Brunswick government develop, implement and evaluate its poverty reduction strategy using a gender-based diversity perspective, since women and children experience poverty differently and more frequently and face different constraints than men in their struggle to leave poverty. Aboriginal women, lone parent mothers, women with disabilities, recent immigrants, women with addictions and women in conflict with the law are among the hardest hit by poverty. The priority action areas identified by the Council:

- Raise the minimum wage to bring full-time full-year earnings to at least the poverty line and introduce a formula linking future increases to an objective, evolving standard, indexed to the cost of living.
- Pursue actions to close the gender pay gap: women-centred training and workplace integration initiatives for non-traditional employment; proactive public and private sector pay equity legislation.
- Reform the rules and benefit levels of the Employment Insurance program to better fit the paid work patterns and family realities of women's lives.
- Invest in building a publicly funded, high quality, affordable, not for profit child care system to ensure access for all children.
- Improve access to quality, affordable housing.
- Implement a comprehensive reproductive health strategy with measures to reduce the incidence of unintended pregnancies, particularly among teenagers, and improve women's access to mental health and addictions services.
- Peg social assistance rates to an objective standard to reflect the rising cost of basic needs and reform social assistance policies that have punitive or counterproductive effects.
- Increase the availability of family law support services and access to legal aid for family law matters, and expand coverage to poverty law issues.
- Ensure that fiscal policies do not deepen existing inequities between women and men, and particular groups of women and men.

The Advisory Council repeated its request to be part of the government's process of developing a poverty reduction plan.

The Advisory Council reiterated its concern to the Minister responsible for the Status of Women about the high poverty levels among lone parent women in New Brunswick. Nearly one in three of these families (30%) in New Brunswick still lived in poverty in 2007, even after taking into account government transfers and tax credits. Children in two-parent families are far less likely to be living in poverty, with a poverty rate of 3%. The Council suggested that to effectively target the persistent problem of lone mother families living in poverty, comprehensive and sustained efforts are needed.

ECONOMIC UNIT

The Advisory Council conveyed to the new Minister of Social Development its ongoing concern with the use of "economic unit" to determine eligibility to social assistance, whereas under other government programs and laws, eligibility is determined based on the applicant's married or common-law relationship, when it is relevant. The current "economic unit" policy is inventing relationships of financial interdependence and legal obligation where none exist and ignores the fact that married and common-law couples have a recognized right to benefits in other areas of life that are not available to people in an "economic unit", for example from private health insurance companies, Canada Pension Plan, income tax legislation and most employer-sponsored retirement plans.

ABORIGINAL WOMEN

The Advisory Council alerted the Minister responsible for the Status of Women to the need for action to address the over-representation of Aboriginal people and particularly Aboriginal women among adult and youth offenders under supervision in our province. While only 2% of adult females in the province are Aboriginal, 14% of women serving a provincial sentence in 2007-2008 were Aboriginal, up from 12% in 2003-2004. Among Aboriginal youth, 9% of female young offenders and 8% of their male counterparts were Aboriginal, double their representation among New Brunswick youth. The Council urged further investigation of the gendered and socio-economic dimensions of the problem and endorsed these recommendations of the First Nations Child Welfare Review which called for government departments and other agencies to work with First Nations communities to promote alternative and restorative justice approaches, to improve community-police relationships, and to develop community-based support structures for families.

The Advisory Council expressed concern to the Minister responsible for the Status of Women about the school dropout rates of Aboriginal youth, especially girls. In 2007-2008, 9.6% of Aboriginal girls and 7.7% of Aboriginal

ISSUES (continued...)

boys living on reserve left public school before completing Grade 12, compared to 1.9% of girls and 2.9% of boys overall in the province. The Council urged the Department of Education to develop an action plan to promote educational opportunities for First Nations youth, including measures targeting the common and gender-specific factors that keep Aboriginal girls and boys from completing their high school education.

FAMILY LAW SERVICES

The Advisory Council expressed concern to the Minister responsible for the Status of Women about:

- the reduced scope of services of the New Brunswick Legal Aid Services Commission following the provincial budget cuts in spring 2009. The Council expressed concern that the exclusion of proceedings under the Divorce Act, including marital property division and spousal support variation, is discriminatory and creates a distinction between families. Children of divorce will not be treated the same as children of parents who never married or never divorced.
- the follow-up to the Report of the Access to Family Justice Task Force, released in June 2009. The Council raised questions about the uniformity of access to services around the province, who will screen for cases involving violence since the court counselor / mediator positions have been abolished; how the interests and views of stakeholders other than lawyers will be included in the implementation and monitoring of the family court pilot project since the Report was developed exclusively by lawyers; whether data gathered during the pilot project will be compiled by sex and include types of cases and outcomes according to whether a client had a private lawyer, legal aid, or was self-represented; and reasons for cases that exit or abandon the court system.
- the increase in the number of women unable to access the justice system to solve family law issues. The Council suggested a roundtable meeting to explore solutions, with government officials, representatives with community groups and agencies dealing with this population.

TEEN BIRTH AND PREGNANCY RATES

The Advisory Council expressed concern to the Minister responsible for the Status of Women about new statistics relating to births to teens. While the teen pregnancy and birth statistics remain much lower than they were in past decades, the Council is concerned by a new trend upward, especially since 2005. Our birth rate to teen mothers is higher than the national average, partly because fewer pregnant teens have abortions in this

province. The Council also noted the continued large unexplained variations by county: counties have rates as high as 45 to as low as 14 pregnancies per 1,000 teen girls.

The Council's recommendations remain a comprehensive reproductive health strategy to reduce unplanned pregnancies and a study of the increases and variations in the rates.

SAFE SURRENDER

The Advisory Council presented a brief to the Standing Committee on Law Amendments studying a private member's bill, An Act to Amend the Family Services Act, related to the anonymous surrender of infants.

A safe surrender law says to desperate parents that they will not be prosecuted if they surrender their newborn safely. But currently, parents who surrender their newborn safely are rarely if ever prosecuted. The impact of safe surrender laws will depend on whether they provide a viable option to those who would abandon a child. Prevention of the types of situations surrounding recent cases of child abandonment and deaths in New Brunswick needs to begin early - before the woman is pregnant or early in her pregnancy. Safe surrender laws are at one end of a continuum of measures that can be implemented to prevent the unsafe abandonment or homicide of unwanted infants. If the continuum of measures is not in place, some cases that would have been better served through other measures may end up as safe surrender cases.

Safe surrender provisions create serious issues to be resolved. We list some of the rights and procedures that are potentially sidestepped by a law providing for the anonymous abandonment of children.

- Children have a right to their identity, to know their parents, as provided for in the United Nations Convention on the Rights of the Child. There are legal, medical and personal reasons to wish to know who one's parents are.
- Anonymous abandonments bypass time-tested child welfare practice principles and legal and mental health principles relating to termination of parental rights. They deny children and parents the safeguards provided for in laws and principles relating to adoption as well as the benefit of the specialized programs assisting parents considering custody relinquishment. Some jurisdictions with safe haven or safe surrender laws report instances of mothers in hospital maternity ward simply leaving without the baby. Some were not persons inclined to harm the child but they chose the safe haven/surrender procedure because this method seemed simple and anonymous, compared to the established ways for mothers to give up babies for

ISSUES (continued...)

adoption. However the established ways would support her and her rights as well as the child's, etc. and should not be too easily supplanted by safe haven/surrender programs. Having said that, some women who give birth in the hospital may feel both incapable of parenting and incapable of going through the formal procedure for relinquishing a child for adoption as it exists.

- Some mothers who surrender their child might have benefitted from the specialized programs to assist women living in violent relationships. A woman living in a violent situation may actually want the child but may choose to abandon it because her partner does not want one or because she fears the child would be in danger at home. If provided the support that is available, the mother might not make the decision to abandon her child, nor her right to raise her child. The same can be said for women living with addictions or mental health problems.

A public health program should be evidence-based. The following questions must therefore be asked:

- What justifies having a time limit on safe surrender of a child by a desperate parent? What are the known risk factors for unsafe abandonment or infanticide and which of these risk factors does the law address?
- Why has New Brunswick had a rash of child abandonment and homicides? Is it related to reduced access to emergency contraception, to abortion, to outreach services, to prenatal and maternal health or parenting services, to addiction or mental health services? Is it related to New Brunswick's high birth rate to teenagers compared to the national average?
- Is sexual assault of the mother a factor in any cases? Is intimate partner violence? Is postpartum depression? Is denial of pregnancy?
- What effort did the mothers in known cases of infant deaths make to get information or support? At what points could they have been provided options?

A safe surrender policy will have to solve several issues, on which a law may wish to provide guidance:

- If someone leaves an infant with a designated person, what should that designated person do while the parent is there, to the extent possible - what questions are asked, what offer of assistance is made?

- If a person surrendering a child is not required to reveal any identifying information, must they be offered the opportunity to provide information concerning the child's or family's medical history?
- What training is given to designated persons and what public and targeted campaigns will inform other persons that the target women may come in contact with, about the safe surrender program?
- How is it determined that the person presenting the child is the mother or the father? We note that some states are reportedly modifying their safe surrender law to reduce their administrative burden and liability "by creating a presumption that the person abandoning an infant is the child's biological parent and intends to relinquish parental rights", and providing that a search for relatives is not required.
- If a man surrenders a child, how could the mother's condition and her willingness to relinquish the child be determined?
- If a parent who gave up a child under the safe surrender program then wants to regain custody of the child, what procedure will be followed? If there are costs, how will they be covered?
- Women who consider abandoning their child under safe surrender programs are often isolated and living in hardship, and so, often have little knowledge of government programs, have little or no contact with services during their pregnancy and little means to get to emergency rooms. How will the safe surrender program be made known? What other services are available to a woman facing an unwanted pregnancy or in need of support in parenting?
- Allowing parents to abandon children without repercussion does not absolve us of the responsibility of finding out why the child is being abandoned and preventing those circumstances in the future. For this purpose and in order for an evaluation of the program to be done after implementation, information about cases of safe and unsafe infant abandonment, infanticide and infant homicide should be collected.

Recommendation: Given the complexity of the issue and the risks, and given the safeguards and services that are bypassed by anonymous surrender and so, the need to ensure that safe surrender is used only by mothers in the most desperate situations, and given the difficulty in reaching that population group, that:

- the decision to adopt a safe surrender policy await the results of the research on the causes of infant abandonment which the provincial government has

ISSUES (continued...)

committed to conduct.

- a safe surrender policy only be considered as part of a more comprehensive initiative addressing unplanned pregnancies and at-risk groups.

Related to this issue, the Advisory Council has in the past recommended a Planned Pregnancy Initiative to favour planned pregnancies by improving family planning services, improving knowledge of and access to contraception, including emergency contraception, improving support of parental and school efforts to educate youth on sexual matters and improving services to those faced with unplanned pregnancies. The Advisory Council has also recommended that midwives be integrated in the maternity team in the public health system, a service which could be important in identifying cases in need of support or intervention.

TAXATION OF RENTAL PROPERTY

The Advisory Council adopted a position on this issue in reaction to various organizations' requests for the abolition of the differential tax rate on rental property versus owner-occupied homes. Rental property owners pay an additional fixed provincial rate of 1.50/\$100 value, approximately double the homeowner rate.

The Advisory Council supports taxation policy that distributes the tax burden fairly according to ability to pay, with regard to the impact on gender and diverse groups of women and men. The Council does not favour the elimination of the provincial tax on residential rental property and urges the provincial government to address the following concerns:

- The tax burden on tenants is part of a bigger picture of interlinked policy and program concerns. New Brunswick needs a provincial housing policy (investment in renovation, new construction and rent subsidies to improve access to quality, affordable housing for all citizens), fair and comprehensive fiscal policy, and a poverty reduction strategy that includes measures to aid low-income tenants.
- Before introducing any tax reform, the government must conduct and make available gender-based analysis to measure the impact of changes on women, men, and diverse groups of women and men including the effects of lost tax revenues.
- If the provincial government decides to reduce or eliminate the tax differential on residential rental property, a property tax rebate should be introduced for low-income tenants to put tax savings directly into the hands of those who most need it. This would be in the form of a refundable tax credit so that those who pay little or no income tax can benefit from it. Rental housing owners would provide tenants with information on the

total property tax bill for the building and the portion attributable to their particular unit.

VIOLENCE

In spring 2009, the Advisory Council expressed concern to the Minister responsible for the Status of Women about the lack of progress in making available data on violence against women in the province. The number and outcomes of incidents of violence against women reported to police are no longer being made available by the provincial government since 2005. The government had committed to ensuring that the data would again become available.

The Council relayed concern about the data collection and the outreach services surrounding the issue of elder abuse. Currently, the only data available from the Department of Social Development combine incidents of elder abuse, neglect and self-neglect. Data which separates self-neglect from other forms of abuse is not available. Financial exploitation, a common form of elder abuse, is not currently recognized as abuse under the Family Services Act. The number of reported cases of elder abuse has increased, but it is likely low in relation to the actual incidence of elder abuse. There is need for increased awareness, among the public and professionals, of the signs and forms of elder abuse and for more outreach and intake services.

WAGE GAP

Since 2004, the Advisory Council has supported the government's Wage Gap Action Plan on the condition that independent monitoring of the implementation of voluntary process for pay equity be conducted; that appropriate resources and expertise are made available; that recommended measures be implemented into Parts 1 to 4 of the civil service; and a comprehensive multi-year development plan for child care services were adopted. The Advisory Council had endorsed the wage gap action plan's voluntary pay equity measures as a compromise to be replaced by pay equity legislation if the initiative proved ineffective. The Advisory Council has expressed concern with the orientation of the tools developed for the plan, including the limited criteria for non-sexist job evaluation and pay equity.

In spring 2009, the Advisory Council expressed concern to the Minister responsible for the Status of Women about the voluntary pay equity process and requested information about the number of employees who are paid using a formal gender-neutral job evaluation, the criteria used to define a formal gender-neutral process, the measures taken to ensure independent monitoring of the implementation of voluntary process for pay equity, and the measures taken to ensure more women are entering employment growth areas that are non-traditional for females, such as construction, technical, scientific and

ISSUES (continued...)

professional sectors.

The Council adopted in principle the criteria for a pay equity law as developed by the Coalition for Pay Equity with community partners, including that the law should be pro-active and inclusive, should make pay equity non negotiable and should take precedence over agreements; should require that positions be evaluated using a gender neutral evaluation tool against responsibilities, qualifications, working conditions, and all aspects of efforts; should define a predominantly female job class as an employment category that has at least 60% female incumbents or the job class is customarily associated with that sex; ensures that employees have information at all steps and participate in developing the pay equity plan. It also recommends that a law provide for a maximum period of two years for a pay equity program to be implemented and for the adjustments to be made, and that it provide for the maintenance and monitoring of pay equity on an ongoing basis.

APPRENTICESHIP AND TRADES

In September 2009, the Advisory Council expressed concern to the Minister responsible for the Status of Women about the new governance model for New Brunswick's apprenticeship system. The criteria for selection of the new ten-member Board of Directors for the Crown agency that would take responsibility for apprenticeship does not mention gender, nor does it acknowledge the program's dismally low draw among women as one of the challenges it faces. Women account for only 1 in 50 registered apprentices in our province, compared to about 1 in 10 nationally. More coordinated interministerial action is needed to encourage women to train for non-traditional occupations and to promote more welcoming workplaces to retain them as employees.

The Council also relayed to the Minister responsible for the Status of Women its concern about the continuing low representation of women in trades training programs, a sector that could offer women jobs with higher salaries and career possibilities. In 2009, women were just 5% of employees in the skilled trades, transportation and equipment operators occupation group, compared to 3% in 1987.

MINIMUM WAGE

The Advisory Council expressed concern to the Minister responsible for the Status of Women about the minimum wage rate and its lost purchasing power over time. The Council recommends that the rate be set so that full-time minimum wage work provides an income above the poverty line and that automatic rate adjustments be adopted. Close to 8,000 women worked for minimum wage in New Brunswick in 2006 - 5% of all female employees. About 61% of these female minimum wage earners are adults. About half of them work full-time.

SELF-EMPLOYED WOMEN

The Advisory Council expressed concern to the Minister responsible for the Status of Women about the situation of self-employed women. Considerably fewer women than men - and considerably fewer New Brunswick women than Canadian women - are self-employed and significant differences in incomes and working conditions exist. In 2009, self-employment accounted for 9% of employment for females, but 14% of male employment and 12% of Canadian women's employment. In 2005, the average total self-employment income for females was only 59% of the males' income. The Council urged the provincial government and Business NB to gather and make available such statistics, and to monitor the needs of women in business.

HOME SUPPORT SERVICES

The Advisory Council has recommended that responsibility for home support services be placed with the Department of Health, since home support services are part of an integrated health care plan, and that access to quality home support services be improved by increasing the subsidy, improving the funding provided for remuneration and working conditions for workers and improving the standards and training for workers.

CERVICAL CANCER SCREENING

The Advisory Council briefed the new Minister of Health on its recommendation of rapid implementation of a comprehensive cervical cancer screening system throughout the province, a necessary adjunct to the HPV vaccination program.

EMERGENCY CONTRACEPTION

The Advisory Council briefed the new Minister of Health on its recommendation of improved access to emergency contraception. Plan B is supposed to be available on pharmacy shelves in Canada, but most New Brunswick pharmacists continue to keep it behind the counter and to only dispense it when asked, after a questionnaire has been answered and a "counseling fee" paid. According to IMS Health Canada, the number of emergency contraception units purchased in 2008 in the province increase by 203% over the number purchased in 2005. However, the number of units per capita, using the population of women of child bearing age, shows that New Brunswick has a relatively low rate of use compared to other provinces for 2008. Given the lack of sexual health services and information campaigns and the relatively high number of unintended pregnancies in the region, there is no reason to believe that New Brunswick women use other forms of contraception and so do not require emergency contraception as often as other Canadians. New Brunswick's low rate of use of emergency contraception is more likely a result of women and girls being unaware of

ISSUES (continued...)

its availability, of their reluctance to ask for it, to answer questions at the cash, or to pay the "counseling fee".

CAESAREAN SECTIONS

The Advisory Council expressed concern to the Minister responsible for the Status of Women about the rates of births by caesarean section and rates of hysterectomies in New Brunswick. While the World Health Organization says when more than 15% of births are by C-section, there may be inappropriate use of the procedure, New Brunswick's rate has hovered around 28% for a number of years, often above the Canadian average. Significant and unexplained regional differences have also been noted for more than a decade, ranging from 38% in the Campbellton area to 22% in Saint John in 2008-2009. The Council has suggested that research is required into the causes and consequences of high caesarean section rates and the significant regional differences in these rates in New Brunswick.

HYSTERECTOMIES

The Advisory Council expressed concern to the Minister responsible for the Status of Women about large regional variations and high rates of hysterectomies in the province. New Brunswick women remain more likely to have hysterectomies than Canadian women generally. In 2007-2008, there were 438 procedures per 100,000 women in New Brunswick, down from 770 in 1998-1999, but still higher than the Canadian average of 352. It is recommended that variations over time and between jurisdictions should be scrutinized to understand influences including that of training, resources and physician practice patterns.

WOMEN IN POSITIONS OF INFLUENCE

The Advisory Council expressed concern to the Minister responsible for the Status of Women about the low number of women in certain positions of influence in the province. While small improvements in the representation of women on municipal elected councils and among provincially appointed judges have been noted, we note a lack of progress in the number of female Members of the Legislative Assembly and the stagnation in women's share of government appointments to New Brunswick's agencies, boards and commissions. The Council expressed concern that this meant that New Brunswick is not benefitting from the competence and contributions of women, that women's concerns can remain ignored, and that policies and programs may continue to contribute to inequalities between women and men. The Council argued that the low level of female representation in positions of influence add to the importance of requiring a gender-based diversity perspective in all research and proposals considered by government.

As of January 2010, women were 31% of appointees to agencies, boards and commissions. Some bodies of particular interest to gender equality have particularly low levels of female participation. The Research and Productivity Council, the Police Commission and the Advisory Committee of the Political Process Financing Act have only one woman among their members (8%, 11% and 13% female representation respectively). The Workplace Health, Safety and Compensation Commission Board has only 25% female representation. The Council has recommended:

- that the government introduce legislation requiring political parties to adopt a plan to bring about gender balance. The plan should cover the candidate search process, riding nominations and proportional representation lists. An initial goal of 30% female representation to be reached within three election periods should be gradually increased to 50%.
- that the government, in collaboration with political parties, fund training and mentoring initiatives designed to encourage and prepare women to run for and hold elective office, possibly in partnership with women's and community groups and municipalities.
- that the government revise its electoral financing rules to introduce spending and contribution limits for nomination campaigns in New Brunswick
- that the provincial government promote and expand mechanisms for bridging the gap between citizens and government, so that groups and women from diverse realities become true players in the decision-making process. The government should consider more frequent recourse to models along the lines of the Ministers' Group on Violence Against Women or the Social Policy Renewal process as a method for engaging the community and benefiting from its input.

POLITICAL PARTIES

In spring 2009, the Advisory Council contacted all political parties in the province to urge them to take new measures to identify strong female candidates for the expected September 2010 provincial election. The Council provided the parties with a factsheet and a list of resources on the topic of women in politics. The number of elected women is hardly improving by itself, despite New Brunswick women's high levels of involvement, education and expertise, and despite the fact that voters accept women. The province has a low level of female representation compared to the Canadian average, and Canada has a low level compared to many other countries.

COMMUNITY RELATIONS

INFORMATION SERVICE

The Advisory Council office receives requests for information from groups and individuals, mostly through a toll-free telephone line and email. Most requests are individuals dealing with situations in their family or workplace or women or groups launching an initiative in their community and requesting assistance, information or publications or inviting the Council to partner. Businesses and municipalities contact us for information relating to issues such as workplace bullying or family friendly policies. Our weekly newspaper column and newsletter and our occasional opinion pieces in provincial newspapers attract responses and requests for additional information or service.

PUBLIC AFFAIRS

NB Women's News / NouVELLES - This weekly email bulletin about women's issues is sent by request to 4,300 subscribers and is archived on the Council internet site.

2010 Status Report on Women in New Brunswick - This biennial report and the 15 factsheets that are based on it, are popular items on the Council internet site and at public events. In 2010, new factsheets were launched, including Francophone and Anglophone Women; and Mothers and Fathers.

Internet - The Advisory Council internet site, www.acswccf.nb.ca, provides all current Council publications as well as some publications by other New Brunswick groups. Visitors can subscribe to the e-newsletter, submit their name to the Talent Bank, and check what equality-related events are occurring in their region. The most popular texts on the site are the Status Report on Women in New Brunswick and the articles and documents on pay equity. The site recorded over a million hits in 2009-2010 and several thousand visitors each month.

Nancy's Award - The Advisory Council sponsors Nancy's Award to recognize student projects on New Brunswick women's history. It is awarded to middle-level students participating in regional Heritage Fairs. The award is named in honour of Nancy Morton, a woman who challenged her enslavement to a York County Loyalist in 1800. The projects must deal with some aspect of New Brunswick women's history and highlights an aspect of women's lives, their individual or group accomplishments or their individual or group struggle for equality and must be based on historical research.

Events - The Advisory Council organized numerous public events around the province in both official languages, to raise issues and provide information on key women's issues. Some sessions are audio recorded and posted to our

website.

About 900 persons attended our Lunch and Learn sessions held in 2009-2010:

- Women in Politics - What is needed for more women to enter politics: Honourable Marilyn Tremholme Counsell, Nancy Lordon and Tilly O'Neill-Gordon, in Miramichi.
- Women in Politics: Marcelle Mersereau and Anne-Marie Gammon in Beresford.
- Women and Politics: A conversation with Senator Sandra Lovelace Nicholas in Grand Falls.
- Women and Politics with Anne-Marie Gammon in Tracadie
- Women in Politics - Media, Parties and Voters: Dr. Joanna Everitt, in Fredericton and Saint John
- Women, Poverty and the Recession: Monica Townson in Fredericton
- Are We There Yet? Update on the Status of New Brunswick Women: Campbellton, Caraquet, Moncton, Edmundston, Moncton, Saint John, Sackville and Fredericton.
- Equal opportunity for First Nations children in New Brunswick - Thoughts on our shared responsibility: Bernard Richard, Child and Youth Advocate in Fredericton, Campbellton and Grand Falls, in partnership with New Brunswick Association of Social Workers.

In addition, the Advisory Council partnered or assisted other groups to organize several events, including:

- Political Parties on Women's Priorities, a discussion with David Alward, Roger Duguay, Kelly Lamrock and Jack MacDougall, leaders / representatives of the four political parties in Moncton on International Women's Day, organized with Coalition for Pay Equity, Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick, New Brunswick Child Care Coalition and Common Front for Social Justice.
- Healthy Relationships: At Home, At Work, In Life, information session in Bathurst organized with Nepisiguit Family Services Inc.

Committees - The Council is represented on various committees, including:

- Advisory Committee on Violence against Aboriginal Women
- Premier's Committee on Healthy Families
- Community Economic Development Advisory Committee of the Women's Co-Op Business Program
- New Brunswick Silent Witness Project
- Committee on the Causes of Infant Abandonment

COMMUNITY RELATIONS (continued...)

- Violence against Women Public Awareness Campaign Steering Committee
- Housing Renewal Stakeholder Committee
- New Brunswick Health Council Citizen Engagement Initiative
- Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick

RELATIONS WITH EQUALITY GROUPS

The Advisory Council collaborated in 2009-2010 in a few joint ventures with women's and equality seeking groups, including collaboration in the organization of events, such as a few Lunch and Learn sessions. A few organizations sought assistance from the Advisory Council on gender-based analysis.

The Council internet site is offered as a clearinghouse for news about New Brunswick women and women's groups and includes documents from other equality-seeking groups in the province.

The Council is represented ex officio on the board of a provincial feminist group, Regroupement féministe du N.-B. The Council is also a consulting member of the Atlantic feminist group, Femmes Équité Atlantique.

MEDIA

The Advisory Council receives frequent requests from media representatives for interviews, background information and names of potential resource persons. Topics in 2009-2010 included women in provincial politics, abortion, workplace bullying, violence, Domestic Death

Review Committee and midwifery services and the HPV vaccine suspension.

In 2009-2010, the Advisory Council issued media releases on the publication of Status Report 2010 - Women in New Brunswick, on a public event on "Women in Politics - Why it's important", on a comment by an elected representative urging women, "girls", to "make babies", the adoption of the Pay Equity Act for the public service.

The Advisory Council publishes a weekly column in the Moncton Times and Transcript and occasional opinion pieces in L'Acadie Nouvelle and other newspapers. The columns are also contributed to StraightGoods.ca. They are translated and made available on the Internet site and used in the Council's enewsletter. In 2009-2010, opinion pieces dealt with child care, men in post-secondary studies access to legal aid, teen pregnancy, gift giving for a fairer world, women in politics, violence against women, abortion, poverty reduction, workplace bullying, sex work, pay equity, hockey, human trafficking, family caregivers, gender and health care, equality and economics, sexual assault, sexual orientation, homophobia, infant abandonment, ageism, employment insurance, breast cancer and name change.

OFFICIAL LANGUAGES

No complaint concerning the Advisory Council was filed with the Office of the Commissioner of Official Languages in 2009-2010.

PUBLICATIONS IN 2009-2010

The following publications, available at www.acswcccf.nb.ca or from the Advisory Council office, were released in 2009-2010:

Safe Surrender - Submission to the Standing Committee on Law Amendments on Bill 60, An Act to Amend the Family Services Act, November 2009.

Taxation Of Rental Property - Position statement, September 2009.

2010 Status Report on Women in New Brunswick - a statistical profile of women in New Brunswick, February 2010.

Factsheets based on the 2010 Status Report on Women in New Brunswick: Aboriginal Women, Child Care Services, Family Responsibilities, Francophone and Anglophone Women, Health, Immigrant Women, Income and Poverty, Labour Force, Mothers and Fathers, Population and Families, Positions of Influence, Senior Women, Violence, Women with Disabilities, Youth.

"Use Your Shopping Power For Good!" - Suggestions for holiday gifts that make change, 2009.

FINANCIAL STATEMENTS

**ADVISORY COUNCIL ON THE
STATUS OF WOMEN**

31 MARCH 2010



Auditor General of New Brunswick

AUDITOR'S REPORT

To the Chairperson and Members of the
Advisory Council on the Status of Women

I have audited the balance sheet of the Advisory Council on the Status of Women as at 31 March 2010 and the statement of revenue, expense and surplus for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Council's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Council as at 31 March 2010 and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

A handwritten signature in cursive script, likely belonging to Michael Ferguson.

Michael Ferguson, CA
Auditor General

Fredericton, N. B.
26 August 2010

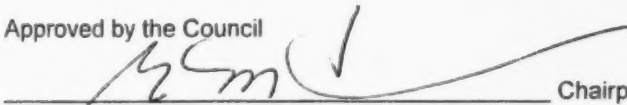
ADVISORY COUNCIL ON THE STATUS OF WOMEN
BALANCE SHEET
31 MARCH 2010

	2010	2009
ASSETS		
Accounts receivable - Province of New Brunswick	<u>\$ 99,449</u>	<u>\$ 59,780</u>

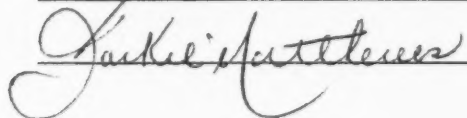
SURPLUS

Surplus	<u>\$ 99,449</u>	<u>\$ 59,780</u>
---------	------------------	------------------

Approved by the Council



Chairperson



Member

**ADVISORY COUNCIL ON THE STATUS OF WOMEN
STATEMENT OF REVENUE, EXPENSE AND SURPLUS
FOR THE YEAR ENDED 31 MARCH 2010**

	2010 Budget	2010 Actual	2009 Actual
REVENUE			
Grants - Province of New Brunswick	\$ 430,000	\$ 430,000	\$ 448,200
EXPENSE			
Personal services	276,500	248,289	257,365
Other services	136,000	120,909	191,400
Materials and supplies	12,200	17,208	13,634
Contributions and grants	-	3,000	-
Property and equipment (Note 2)	5,300	925	3,790
	<u>430,000</u>	<u>390,331</u>	<u>466,189</u>
EXCESS (DEFICIENCY) OF REVENUE OVER EXPENSE	<u>\$ -</u>	39,669	(17,989)
Surplus, beginning of year		<u>59,780</u>	<u>77,769</u>
SURPLUS, end of year		<u>\$ 99,449</u>	<u>\$ 59,780</u>

**ADVISORY COUNCIL ON THE STATUS OF WOMEN
NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
31 MARCH 2010**

1. Purpose of the organization

The Advisory Council on the Status of Women advises the New Brunswick government on matters relating to the status of women and brings before the public issues of concern to women.

2. Significant accounting policy

It is the policy of the Council to charge purchases of property and equipment to expense in the year in which the expenditure is incurred.

3. Expenses not included in these financial statements

The rental of the Council's office is paid for by the Province of New Brunswick and has not been included in the Council's expenses. Translation costs of \$16,943 are also provided by the Province and are not included in the Council's expenses.

The Department of Finance has assumed responsibility for the costs of information technology services, human resource services and the financial administration of the Council.

4. Statement of cash flows

A statement of cash flows has not been prepared as the required cash flow information is readily apparent from the other financial statements.